N° 6 – 26 mai-8 juin 1977

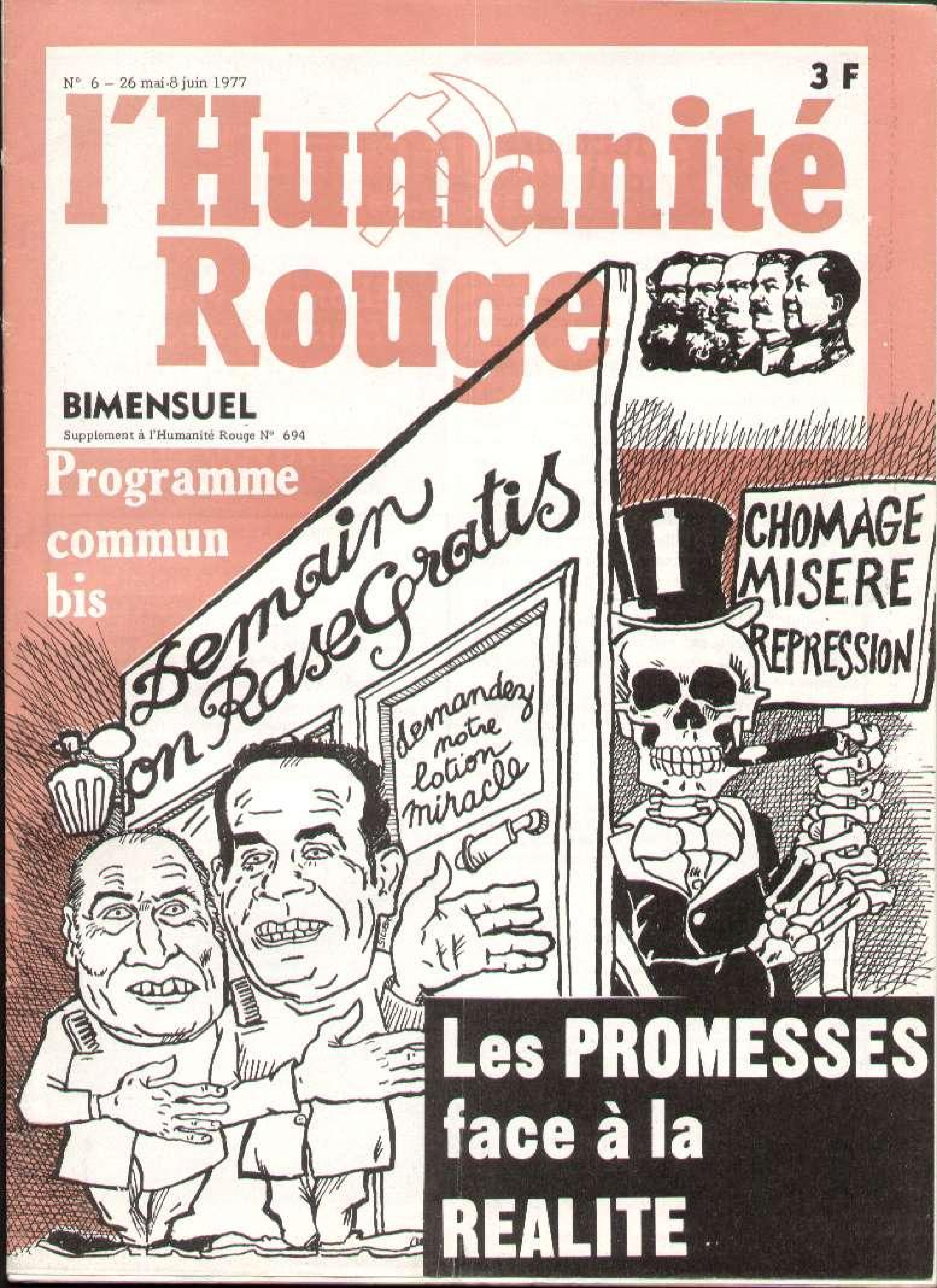
3 F

l'Humanité Rouge

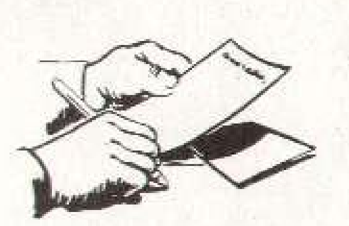
BIMENSUEL

Supplement à l'Humanité Rouge N° 694

Programme commun bis



Les PROMESSES face à la REALITE



Les lecteurs ont la parole

La correspondance que nous recevons prend un caractère nouveau. Les premières lettres reçues témoignaient surtout du souci de nous encourager et d'apporter des premières critiques constructives tant sur le fond que sur la forme. Elles abordaient très souvent, dans leur contenu, des points de détail.

Depuis, deviennent plus fréquentes de véritables contributions, des propositions d'articles, de la documentation : il est évident que nous ne pouvons toutes les publier. Mais elles enrichissent considérablement les dossiers que nous préparons, en même temps qu'elles nous incitent à la réflexion sur tel ou tel aspect qui avait pu nous échapper.

Nous savons, par ailleurs, l'effort que cela exige de la part de nos lecteurs : la rédaction d'une telle lettre demande un surcroit de travail à des camarades que la lutte quotidienne astreint souvent à un emploi du temps serré. Nous les assurons que, loin d'être inutile, cet effort doit être poursuivi. De notre côté, nous ferons le maximum pour l'encourager.

Parmi les contributions, citons :

Plusieurs lettres traitant de l'école, de la réforme Haby, le témoignange d'un enseignant marxiste-léniniste, celui d'une lectrice sur les conditions de vie des vieillards.

Une lectrice du Nord envoie un article sur les conditions de logement des travailleurs immigrés, des assistants sociaux en formation nous envoient un bilan général de la lutte contre l'Arrêté Lenoir, des grévistes de la Cité de l'Arlequin à Grenoble nous font part de leur bilan de deux années de lutte ; citons aussi les lettres du Comité de quartier Bellevue-Lanrua et des habitants de la Cité du Mistral à Grenoble, etc.

Une correspondance d'Orlane nous signale une inexactitude dans le No 3, à propos d'«une brochette de banquiers et d'exploiteurs».

A la suite de cessions diverses, c'est la «Norton Simon Inc», trust américain (Max Factor, Canada Dry, Johny Walker, champagnes Pommary) qui est actuellement propriétaire d'Orlane.

Il est souvent difficile de suivre ces tours de «monopoly» et sont bien rares les travailleurs qui savent qui est leur véritable patron !

Un lecteur parisien estime que les compte-rendus d'ouvrages font toujours défaut et regrette notamment que nous n'ayons rien dit sur :

– «Monnaie, salaire, commerce extérieur», trad. du chinois.

– «Le mode d'industrialisation socialiste en Chine», d'E. Poulain

– «Les luttes de classes en URSS» de Ch. Bettelheim

Un peu de patience ! Ces ouvrages sont inscrits sur la liste de nos nombreuses lectures : nous en parlerons donc. En attendant, rien n'empêche notre ami de nous communiquer ses propres réflexions, à l'imitation d'un autre qui a lu le livre de Françoise P. Levy : «Karl Marx, histoire d'un bourgeois allemand» (E. Grasset) et qui nous écrit tout le bien qu'il en pense ! «Oeuvre réactionnaire qui tombe à plat. Plante vénéneuse à arracher».

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

DEMANDE DE CONTACT

Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :
Nom ....
Prénom ....
Adresse ....
Signature ....

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

UN GOUVERNEMENT A BOUT DE SOUFFLE



Le point à la suite des derniers épisodes de la rivalité qui oppose, dans une ambiance de fin de règne, les différents clans de la majorité. (page 4)

PALESTINE



Le professeur Larivière, de retour d'un voyage au Sud-Liban, nous parle de la situation actuelle dans les camps palestiniens (page 12)

FNAC PARIS

La lutte engagée depuis le 7 mai par les travailleurs des magasins FNAC, à Paris, a ceci de particulier qu'elle est dirigée contre des patrons de gauche. (page 19)



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226 72 J a Source
Commission paritaire No 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquettiste* : Alexis Vert. *Dessinateur* : Silvestre. *Illustration* : Jean-Luc Boyer. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle*. Directrice de publication : Suzanne Marty

Un gouvernement à bout de souffle

Si l'on examine la situation politique en France au cours de ces derniers mois, on constate qu'elle est dominée par un fait : une ex-majorité dont les rivalités et les divisions ne cessent de s'approfondir et un gouvernement incapable de contrôler cette situation.

Le week-end des 14 et 15 mai aura été révélateur de la situation et des divisions des partis de la coalition gouvernementale. Tractations, coups bas, manœuvres s'y sont succédés, chacun cherchant à tirer son épingle du jeu. Mais regardons plutôt.



Sipa – Press

Voici d'abord le congrès du Parti radical. Deux vieux chevaux de retour, spécialistes des retournements de veste, y étaient en concurrence, pour le contrôle de ce ramassis de notables. Edgar Faure qui, il y a quelque temps encore, était au RPR de Chirac. Celui-ci lui a donné pour mission de s'emparer du Parti radical pour isoler un peu plus le clan giscardien. Mais enfin l'opération était un peu grosse et Faure se fait accuser d'être un sous-marin.

Quant à Françoise Giroud, elle s'exclame à propos de Chirac que «cet homme donne l'impression d'avoir croqué la grand-mère du Chaperon rouge et d'avoir encore faim».

Les girouettes attendant le vent

De l'autre côté, Servan-Schreiber. Ce monsieur qui lors des élections présidentielles avait hésité jusqu'à la dernière minute avant de choisir la carte Giscard, le voilà qui, de nouveau, attend de voir dans quel sens va tourner le vent et prend quelques distances vis-à-vis du gouvernement.

Après avoir été élu, il déclare : *«Vingt ans, cela suffit. Tel sera désormais le thème de notre combat».* On va jouer les champions du «changement» et au moment des élections, on verra. D'ailleurs, Servan-Schreiber ne cache pas ses intentions : *«Menaçons de conserver le silence si nous n'obtenons pas les circonscriptions que nous réclamons et les changements de réforme que nous voulons et cette réforme qui amènerait nos électeurs à voter pour la gauche obligera nos partenaires à céder».*

Tournons maintenant notre regard vers cette autre momie des partis bourgeois : Lecanuet.

Il y a un an, il prêchait la fusion avec les Républicains indépendants de Poniatowski mais, depuis, de l'eau a passé sous les ponts et il vaut mieux jouer cavalier seul : *«Nous avons écarté toute alliance privilégiée avec un partenaire plutôt qu'un autre»* déclare-t-il.

Du côté des ex-Républicains indépendants, on s'agite aussi beaucoup. Là aussi l'heure est au «changement». Histoire de concurrencer le RPR, on crée le PR. On se donne des airs réformistes et Soissons, le nouveau secrétaire général des RI, proclame qu'il refuse *«une majorité de combat repliée sur elle-même».*

Chirac mène le bal

Chirac, pour sa part, n'est pas en reste. Il cherche à jouer sur tous les tableaux. Quelques jours plus tôt, il s'adressait aux chômeurs, dénonçait le chômage et accusait le gouvernement de ne rien faire. C'est ainsi qu'il compte gagner quelque influence dans les milieux populaires.

D'un autre côté, il rassemble les ultra-réactionnaires. Ce week-end là, on le trouve à Nice pour mobiliser des troupes de choc, les anciens d'Algérie et des guerres coloniales. Qui sait ? Un jour ou l'autre, ils pourraient lui être utiles contre les luttes populaires ou pour cueillir le pouvoir. Au cours d'une conférence de presse, il s'exclame : *«En exigeant l'indépendance de notre mouvement, j'ai engagé la bataille et maintenant, à cet égard, rien ne me fera changer de cap».*

Ce qui, en clair, signifie qu'il est bien destiné à tirer les marrons du feu. Giscard aura beau dire, Chirac attend son heure. Déjà, il est clair que c'est lui qui contrôle l'action du gouvernement et plus Giscard. S'il le souhaite, ce gouvernement tombe ; s'il le veut, les lois présentées par Giscard, ne passent pas. Depuis 20 ans, pour la première fois, la bourgeoisie est divisée à tel point que le président de la République subit échec sur échec.

Bientôt, il va se trouver confronter à un test : le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel. Dernièrement encore, Debré déclarait : *«Soyez-en assurés, je l'ai déclaré partout, je ne voterai pas ce projet».*

Atmosphère de fin de règne

Une situation faite de chantages, de pressions, de coups bas. Toutes choses qui annoncent les fins de règne, des situations qui ne peuvent pas s'éterniser. A tel point que de nouveau on reparle d'élections anticipées : elles pourraient avoir lieu à l'automne.

André Colère

OSER COMBATTRE LE REVISIONNISME

«...des militants de base du PCF que nous ne confondons jamais avec leurs dirigeants, ont manifesté leur sympathie à nos camarades. Les dirigeants du PCF sont gênés, très gênés...»

Cela fait des années que les dirigeants du PCF et de la CGT trahissent chaque jour les lutte des ouvriers, des petits paysans, des étudiants, qu'ils ont renié une fois pour toutes l'idéal pour lequel des dizaines de milliers de communistes ont donné leur vie : celui de la révolution prolétarienne et du communisme.

C'est pourquoi, depuis plus de 10 ans, les marxistes-léninistes, une poignée au départ, des milliers aujourd'hui ont entrepris d'arracher la classe ouvrière à l'influence paralysante du révisionnisme, de lui rendre confiance en l'organisant. Arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme, lui rendre confiance en l'organisant, telle était le 31 décembre 1967 la première tâche fixée aux communistes marxistes-léninistes pour le congrès de fondation du PCMLF. Ce mot d'ordre aujourd'hui est encore le nôtre.

Nos militants, chaque jour, disent aux travailleurs trahis : *«Ne vous découragez pas, il est possible de lutter contre le révisionnisme, il est possible de le vaincre, il faut oser lutter contre les dirigeants traitres du PCF et de la CGT, c'est le seul moyen d'avancer vers la destruction du système capitaliste, vers la révolution prolétarienne et le socialisme».*

Certes, ils sont forts en apparence. Leurs calomnies, leurs agressions, armées parfois, ont-elles pu empêcher les communistes marxistes-léninistes de se développer ? Ont-elles pu empêcher plus de 10 millions de travailleurs d'occuper leurs usines en 1968, et de faire trembler l'État bourgeois ? Ces derniers jours encore, nous avons eu la preuve, grâce aux travailleurs français et immigrés des Câbles de Lyon, dans la région parisienne, à ceux d'Orlac-Gilca à Vienne dans l'Isère, étroitement unis aux petits producteurs de lait, grâce à nos camarades de Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, que si l'on ose lutter contre le révisionnisme, on peut non seulement lui porter des coups, mais aussi remporter des succès et entrainer les travailleurs dans la lutte de classe.

Aux Câbles-de-Lyon, les dirigeants de la CGT avaient cru pouvoir briser l'unité des travailleurs, isoler les militants marxistes-léninistes ; pour cela, ils n'avaient pas hésité à exclure la section CGT.

Aujourd'hui, ils ont payé : la nouvelle section CFDT, section combative de lutte de classe, vient de remporter triomphalement les élections. A Gardanne, il y a deux ans, nos militants étaient une poignée. A côté de la force apparente des révisionnistes, implantés depuis longtemps, ne semblaient-ils pas ridicules ? Eh bien, aujourd'hui, nos camarades viennent de montrer que leur combat était compris et approuvé par les travailleurs de cette cité minière. Lorsqu'ils ont vu que la municipalité de Gardanne allait refuser aux marxistes-léninistes de s'exprimer, qu'elle allait interdire le rassemblement ouvrier et paysan de l'Humanité rouge dans le parc municipal de Valabre, ils n'ont pas battu en retraite ; au contraire, ils ont attaqué. Ils ont fait appel aux travailleurs de Gardanne, ils sont allés poser les problèmes dans une réunion publique de la Jeunesse révisionniste, ils ont obligé la municipalité à régler la question en réunion publique du Conseil municipal et à se montrer sous son vrai visage d'ennemi des libertés. Le résultat ? Aujourd'hui, à Gardanne, les révisionnistes sont divisés, ils sont sur la défensive, les marxistes-léninistes sont à l'offensive. Plus de 250 travailleurs ont signé la pétition de protestation sur le marché, des militants de base du PCF, que nous ne confondons jamais avec leurs dirigeants, ont manifesté leur sympathie à nos camarades. Les dirigeants du PCF sont gênés, très gênés. Ainsi, nos camarades ont montré, comme les travailleurs des Câbles, comme ceux d'Orlac, qu'il est possible, si on l'ose, de lutter contre le révisionnisme et de lui porter des coups.

Et porter des coups au révisionnisme, c'est avancer vers la destruction du système capitaliste, c'est abattre son principal pilier idéologique, c'est ouvrir, pour la classe ouvrière et le peuple, des perspectives révolutionnaires.

Alain CASTAN

Données sur le Parti socialiste

«Le PS, qu'est-ce ?» ironisait Georges Pompidou lors d'une de ses conférences de presse. Mais en six ans, le Parti socialiste est devenu le plus important parti politique bourgeois de France.

En 1969 encore, Gaston Defferre, candidat socialiste aux élections présidentielles ne recueillait que 5 % des voix : aujourd'hui, après les dernières élections cantonales et municipales, le nouveau parti socialiste draine 28 % des voix, compte 160 000 adhérents et dispose d'un budget annuel évalué à environ 60 millions de francs actuels.

Un si brutal développement est un phénomène d'autant plus intéressant que Mitterrand ne pourrait pas «gouverner» un jour sans en porter le poids.

L'appui financier du capital monopoleur

C'est après la signature du Programme commun en 1971, que le PS a réalisé son ascension tandis que le PCF stagnait ou reculait. Le soutien financier de certains trusts et gros patrons n'a dès lors pas tardé à se manifester. Citons parmi les gros capitalistes qui se sont engagés ouvertement aux côtés de la direction du PS, Jean Riboud, PDG de «Schlumberger», Antoine Riboud, PDG de BSN, Pierre Fournier, PDG des laboratoires Tournier ou encore Théret, patron de la FNAC.

Ceux-ci ont appelé à soutenir l'Union de la gauche, tandis que plus discrètement certaines banques financaient l'achat par la Parti socialiste d'un immeuble de 7 millions de francs actuels, place du Palais Bourbon à Paris : il s'agit de la banque française de crédit coopératif, de la banque centrale des coopératives et de la Compagnie d'assurance et de sauvegarde.

Bien sûr, les liens entre les dirigeants socialistes et les milieux monopolistes et patronaux, n'ont jamais cessé, mais c'est surtout à partir du moment où le PS a réussi à capter les espoirs d'une partie de la population que le capital monopoleur a augmenté considérablement la mise.

Mais pourquoi et comment le PS a-t-il grossi ?

Le fourre-tout

En fait, la croissance brutale du PS est anarchique et les motivations des ralliements sont diverses. D'un côté, il y a les personnalités politiques bourgeoises, des «têtes pensantes» du système capitaliste tels Jacques Delors conseiller de Chaban-Delmas quand celui-ci fut ministre, au bien encore Edgar Pisani, ancien ministre de de Gaulle, ou même Michel Rocard. D'un autre côté il y a tout un courant petit-bourgeois issu de mai 1968, les retombées de mai en quelque sorte, que la direction du PS a drainées en prenant des positions «de pointe» au moment où la direction révisionniste s'opposait au mouvement de masse : ce fut par exemple le cas lors de l'assassinat d'Overney ou encore lors du mouvement pour la légalisation de l'avortement.

Le ralliement de ce dernier courant est assez bien représenté par le livre consacré au nouveau parti socialiste par un ancien ultra-gauchiste, idéologue du «changer la vie», Michel Bizot, ancien rédacteur en chef de la revue «Actuel».

On comprend aisément que tout ce la constitue un parti hétéroclyte traversé de multiples courants de telle sorte que la graine du PS est une mauvaise graine. Le flou entretenu par la direction du PS sur son projet politique fait sa force mais aussi sa grande faiblesse. Les gaullistes, les «spontanéistes», les «PSU», les «trotskistes», les «garaudistes» qui l'ont rallié n'ont pas laissé aux vestiaires leurs options ; et la diversité des courants idéologiques se retrouve au niveau de l'électorat : c'est ainsi que 19 % des électeurs socialistes actuels étaient des électeurs giscardiens en 1974.

Aux courants idéologiques qui traversent le PS, il faut ajouter les courants politiques, organisés ceux-là, et qui même se réunissent en fraction lors des congrès. En gros, on peut les estimer à quatre : celui des anciens de la SFIO autour de Mauroy, maire de Lille et Defferre, maire de Marseille ; celui de Mitterrand, Mermoz, Estier, Hernu ; celui de Rocard, de Martinet et d'anciens cadres du PSU ; et enfin et surtout celui du Centre d'études et de recherches socialistes (CERES) qui, lui, constitue un véritable parti dans le parti dont il représente entre 25 % et 30 % des effectifs.

Le CERES qui édite sa revue, est dirigé par Jean-Pierre Chevènement et plusieurs autres technocrates issus de l'École nationale d'administration (ENA). C'est le plus chaud partisan du Programme commun et de l'alliance avec le parti révisionniste. C'est aussi la plus grosse épine pour Mitterrand qui veut au prochain congrès de Nantes, fin juin, mettre au pas le CERES pour aborder 1978 avec des arrières assurés face au PCF.

Mais l'entreprise reste hasardeuse. D'autant plus que face au bric à brac du PS, et à la jeunesse de la plupart de ses cadres, la direction révisionniste du PCF dispose d'un appareil bureaucratique rôdé. C'est cet appareil qui par sa propagande cherche à faire passer la division entre gauche et droite au sein du PS, selon la fidélité à l'alliance avec le PCF.

Henri Jour



Pierre Mauroy avec Chevènement (CERES) – Sipa Press

Le vrai visage du Programme commun

Le chiffrage du Programme commun ou... L'exploitation capitaliste en 1980

Le 10 mai, le PCF publiait les chiffres auxquels conduirait, en 1980, l'application du Programme commun à partir de mars 1978, en tenant compte de son actualisation. Cette publication a donné lieu à un énorme battage publicitaire, tant de la «gauche» que de la droite. Au travers de tout cela, les dirigeants du PCF ont mené une opération politique visant à se présenter comme le seul et unique défenseur de la classe ouvrière.

Face à l'approfondissement de la crise mondiale du capitalisme, à l'exacerbation des contradictions de classe qu'elle engendre, chacun sait aujourd'hui que l'arrivée de la gauche au gouvernement ne permettrait nullement de satisfaire la multitude de promesses électorales déjà faites (1).

Le PCF tient donc à prendre les devants et à reporter la responsabilité des «restrictions» sur les autres, de façon à essayer de conserver le contrôle de la classe ouvrière. La participation du PCF au gouvernement ne présente, en effet, d'intérêt pour l'ensemble de la bourgeoisie, que s'il parvient à encadrer la classe ouvrière, à retarder et limiter l'action révolutionnaire des masses.

Mais ce chiffrage, tel qu'il est, mérite qu'on s'y intéresse car au travers de son imprécision et de sa démagogie, il montre que le Programme commun est un programme d'exploitation des travailleurs.

Imprécision et démagogie

De nombreux chiffres, s'ils permettent de tomber juste arithmétiquement, sont des affirmations sans fondement : 146 milliards doivent provenir de «l'élimination de la sous-utilisation du potentiel productif, une économie accrue de moyens matériels et par une efficacité supérieure des investissements», 50 milliards «d'économies d'importations excessives», 40 milliards «d'économies de gâchis financiers», etc.

Aucune explication, bien sûr, concernant la création, en 5 ans, de 2 500 000 emplois dans le contexte actuel de la crise mondiale du capitalisme. Comment sera jugulée l'inflation alors que la relance doit se faire par la consommation, méthode classique du capitalisme monopoliste depuis une quarantaine d'années ? etc. Les affirmations se succèdent sans aucune démonstration.

Mais de tout ceci, les dirigeants du PCF n'en ont cure. Le but de leurs calculs n'est pas d'être applicables, mais simplement de faire croire à la classe ouvrière qu'ils restent son meilleur défenseur. Ils sont devenus les maîtres dans l'art de la démagogie.

Un programme d'exploitation des travailleurs

Tout en jonglant avec les milliards, le chiffrage du PCF laisse percer son vrai visage de perpétuation de l'exploitation capitaliste.

Le SMIC serait à 2 200 F... en 1980. C'est tout ce que l'on sait ! Comme les calculs sont faits «en termes réels», c'est-à-dire en supposant nulle la hausse des prix, le PCF n'aura pas de mal à retomber sur ses pieds avec l'inflation des prochaines années, qui conduirait tout droit aux 2 200 F minimum !

Mais suivons un instant le PCF dans ses comptes. La hausse du pouvoir d'achat (en dehors de l'augmentation du SMIC et d'un saupoudrage jusqu'à 8 800 F par mois) ne sera que de 47 milliards entre 78 et 80 (l'Humanité du 17 mai), soit de 6,3 %, à peine plus de 2 % par an. C'est inférieur à ce que donnaient les fameux contrats de progrès de Chaban-Delmas ! Donc à part un peu de démagogie pour le SMIC, la grande masse des travailleurs n'enregistrera pas d'amélioration sensible.

D'autant que si le PCF prévoit 197 milliards au total de salaires en plus (SMIC, augmentation du pouvoir d'achat, un million et demi d'emplois nouveaux), il prévoit d'en récupérer 81 en «recettes fiscales avec la croissance du niveau de vie et de la consommation».

D'autre part, les cotisations sociales doivent augmenter de 116 milliards, ce qui ne saurait conduire à aucune





(Sipa-Press)

réduction des taux de cotisations des travailleurs. L'augmentation des prestations -maladie (7,5 %) ne permettrait, compte-tenu de l'évolution de la «consommation médicale», aucun remboursement amélioré des médicaments par rapport aux nouvelles restrictions gouvernementales.

Et l'on pourrait multiplier les exemples. Le chiffrage auquel vient de procéder le PCF n'a rien de fondamentalement différent du plan Barre, à part quelques mesures démagogiques. C'est sans doute pour cela que Mitterrand vient de refuser, lors du «sommet de la gauche», toute prévision chiffrée.

Le PCF avoue ainsi que l'exploitation et l'oppression capitalistes continueront à exister et à se développer. Marchais écrivait déjà, en 1972, dans sa préface au Programme commun, que le capitalisme existerait toujours (Éditions sociales, page 38). Aujourd'hui, les chiffres publiés conduisent tout droit à la fameuse formule : «Retroussez vos manches».

De cela, la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs doivent en être conscients : combattre sur ce terrain également le Programme commun et le PCF est important pour leur arracher leur masque de défenseurs de la classe ouvrière.

Raoul QUENTIN

(1) Rocard vient d'ailleurs de préciser : «A titre personnel, s'il fallait réévaluer le SMIC aujourd'hui, il se situerait environ à 2 000 F».



LENINE

L'ETAT
ET
LA REVOLUTION

Lénine sur :

- **L'appareil d'état bourgeois**
- **La nécessité de la révolution violente**
- **La dictature du prolétariat**

. . . «l'on estompe le fait suivant : si l'Etat est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé **au-dessus** de la société et qui «lui devient **de plus en plus étranger»**, il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, **mais aussi sans la suppression** de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère "étranger"

. . . à ce «"pouvoir spécial de répression" exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, doit se substituer un "pouvoir spécial de répression" exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat).»

Le vrai visage du Programme commun

Une politique extérieure basée sur la «détente»

Nous ne parlerons pas ici, en ce qui concerne le chapitre international du Programme commun, du soutien explicite qu'il apporte à l'État sioniste d'Israël ni du fait que, pour lui, il n'est pas question d'indépendance pour les colonies françaises, nous allons plutôt nous attacher à étudier tout ce qui fait le fondement de sa politique étrangère, C'est-à-dire la «détente».

Avant toute chose, il faut se demander si l'on peut considérer que ce qui domine aujourd'hui les relations internationales, c'est la détente.

La détente : du bluff

Si l'on prend, par exemple comme référence la conférence d'Helsinki qui, il y a deux ans, était présentée comme la conférence de la «Sécurité en Europe», on voit que, non seulement les accords qui y ont été signés n'ont pas été respectés, qu'aucun accord, ni SALT, ni de la conférence de Vienne n'a pu être signé depuis, mais de plus, que jamais la course aux armements n'a été aussi intense. Depuis février, les USA ont par exemple porté leur fabrication de chars de combat de 40 à 100 par mois, elle doit atteindre 120 en fin d'année. Le record absolu de la militarisation appartient cependant sans conteste aujourd'hui à l'URSS.

L'armée russe : une armée d'agression

L'économie soviétique fonctionne actuellement exactement comme fonctionnait l'économie allemande avant la 2e guerre mondiale. L'effort militaire y est tel que les besoins urgents du peuple ne peuvent même plus y être satisfaits. On considère que 60 % des usines soviétiques travaillent directement ou indirectement pour l'armée.

Il faut également noter, et c'est cela qui est important, que l'armée soviétique ne peut en aucun cas être assimilée à une armée à vocation défensive. C'est une armée dont tout prouve, sa structure, son matériel, son entrainement, qu'elle est préparée à l'agression. Brejnev disait récemment : *«Nous devons pouvoir intervenir en n'importe quel point du globe.»* C'est effectivement vers cela qu'est tournée toute l'armée russe. La motorisation et le développement des troupes aéroportées y sont poussés à l'extrême. On peut également noter l'apparition, dans la flotte soviétique, d'un premier porte-avion, le Kiev, 24 autres sont actuellement en chantier. Or, il est bien connu qu'un porte-avion est une arme exclusivement offensive qui ne peut en rien servir à se défendre.

On pourrait citer ainsi des centaines d'exemples qui tous démontrent la même chose : la détente n'est qu'un paravant derrière lequel se cachent les deux superpuissances, et particulièrement l'URSS, grand apôtre en la matière afin de masquer leurs préparatifs de guerre dans leur rivalité pour l'hégémonie mondiale.

A la fin du mois de mars dernier, le jour-même où Vance discute des accords SALT sur la limitation des armements stratégiques, avec Brejnev, une trentaine de journalistes européens étaient invités à Fort-Bright, aux USA.

Là, devant eux, s'est déroulé une des plus grandes manœuvres qu'ait faites l'armée américaine. Le thème de ces manœuvres : «réaction militaire américaine en cas d'agression soviétique en Europe». Pour la circonstance, on avait même revêtu des soldats d'uniformes russes. Le but de l'opération était de montrer aux journalistes présents comment l'armée yankee pouvait débarquer avec armes et bagages en Europe, moins de 18 heures après l'alerte.

Dans la conférence qui suivit, le porte-parole du Pentagone répéta à plusieurs reprises que «la défense de l'Europe était un soucis prioritaires des USA».

Le même jour, on apprenait que les négociations SALT s'étaient soldées par un fiasco total, que l'URSS avait un nouveau satellite militaire sur orbite et que les Américains avaient expérimenté un nouveau type de missile intercontinental lancé par sous-marin.

Voilà ce que Marchais et Mitterrand appellent la détente.

Le vrai visage du Programme commun

Une politique extérieure basée sur la «détente» (suite)

Le Programme commun ne sert pas l'indépendance nationale de la France

Face à cette situation internationale, qui se caractérise par une course effrénée en matière militaire, que proposent les signataires du Programme commun ? Une politique extérieure entièrement basée sur le principe de la prétendue détente. Que le principe de la «détente» soit la base sur laquelle repose toute la politique extérieure et militaire du Programme commun, c'est indiscutable, il ne cherche d'ailleurs pas à le cacher.

Le chapitre II de la dernière partie, sur le désarmement et la défense nationale, commence ainsi : *«Le désarmement général, universel et contrôlé sera l'objectif No 1 du gouvernement»*.

Suivent une série de vœux pieux pour une négocation mondiale sur le désarmement, pour la dissolution simultanée du traité de l'Atlantique Nord et du Pacte de Varsovie. Bref, c'est la vie en rose, et avec Marchais-Mitterrand au pouvoir en France, la guerre est rayée du reste de la planète.

En ce qui concerne l'apparent changement d'attitude au dernier comité central du PCF sur l'arme atomique, il faut noter qu'il ne modifie en rien la politique des révisionnistes en la matière. D'une part, cette acceptation est assortie de toute une série de signatures d'accords qui reviennent à annuler toutes ses possiblités d'utilisation. D'autre part, la théorie fondamentale du PCF en matière de défense reste le principe de la «détente».

Le Programme commun sert les intérêts du social-impérialisme

A qui profite donc une politique étrangère basée sur cette fiction ?

L'ensemble de cette politique, en affaiblissant idéologiquement et militairement le potentiel de mobilisation du peuple face à une agression, ne peut que servir avant tout les intérêts du social-impérialisme. Programme de trahison dans tous les domaines de la lutte de classe en France, et ce au nom du socialisme, le Programme commun est au nom de l'indépendance nationale un programme de bradage de cette indépendance.

Fernand Lenoir



LENINE

L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME

Lénine sur :

• La base économique de l'impérialisme

• Le partage du monde entre grandes puissances

Nouvelles intérieures

• Provocation

On avait l'habitude de voir la police lors des manifestations, soit parquée dans des cars, soit chargeant les manifestants. Une nouvelle habitude est en train de se développer : les flics se trouvent aussi dans les manifestations, banderoles en tête.

Ils revendiquent «de meilleures conditions de travail, plus d'effectifs et de matériel». C'est une véritable provocation contre les travailleurs, car chacun sait bien quel est «le travail» de la police. Et dans cette provocation, la CGT-police a une grande responsabilité.



• Krivine à plat-ventre

«Rouge», le journal de Krivine, nourrit deux doux rêves : se faire passer pour un grand journal révolutionnaire indépendant des partis de «gauche» et en même temps remplir ses colonnes avec des interviews du PCF ou d'autres partis révisionnistes.

Il a déjà réussi à «se payer» : un ponte des partis révisionnistes italien, espagnol, suédois. Pour le PCF, un ponte local de St-Etienne. Il a alors voulu viser plus haut (si l'on peut dire). Il a «commandé» Fiterman. Mais Fiterman s'est montré ingrat. Il a refusé d'accorder ses grâces aux trotskistes qui appellent pourtant régulièrement à voter «à gauche».

Certains disent que Krivine en a eu beaucoup de peine.



• Intox !...

A l'heure où la jeunesse italienne lutte avec courage contre le capitalisme et le révisionnisme, une vaste campagne d'intoxication est engagée dans notre pays.

On nous présente une photo d'un individu tirant au révolver, avec la légende «Un étudiant, peut-être». Le lendemain, la police italienne elle-même est obligée d'avouer qu'il s'agit d'un provocateur, un flic déguisé en manifestant.

On publie à la une une photo du PDG de Fiat, avec un commentaire visant à accréditer la thèse de l'enlèvement politique. Alors que le jour même, les enquêteurs de la police déclaraient retenir la thèse de l'enlèvement par la maffia italienne.

La campagne d'intoxication sur le thème traditionnel «ce sont des gauchistes, des casseurs» montre la peur de la bourgeoisie face au mouvement révolutionnaire des masses.



• Majorité de non

Même sans partager le mythe du sondage d'opinion, il en est un qui peut retenir notre attention. Au lendemain du face à face Barre-Mitterrand, le «Matin de Paris» a interrogé les français. Il en ressort notamment que 40 % des français (contre 34 %) n'ont pas confiance en Barre pour sortir la France de la crise. Il en ressort aussi, et ce n'est pas le moins intéressant, que 45 % des personnes interrogées (contre 36 %) n'ont pas confiance non plus en Mitterrand pour sortir de cette crise.

Des chiffres qui ont dû plonger dans la méditation plus d'un politicien bourgeois !

La résistance va de l'avant palestinienne

ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT DE L'AMFP

Il y a un an, le Liban était à feu et à sang. notemment du fait de la rivalité acharnée des deux superpuissances, les USA et l'URSS.
Aujourd'hui, une vie normale y renait lentement. Une délégation de l'Association médicale franco-palestinienne, conduite par son président, le professeur Larivière, vient de s'y rendre récemment. Elle a séjourné dans les camps palestiniens du Sud Liban, à proximité du front ; elle , a été reçue par le Dr. Arafat, président du Croissant rouge palestinien et a également eu l'occasion de s'entretenir avec Yasser Arafat et Abou Jihad. Le professeur Larivière nous livre ci-dessous quelques impressions de ce voyage.

L'objectif de cette délégation était double : voir comment réorganiser la collaboration avec le Croissant rouge parlestinien et enquêter sur la situation sociale et sanitaire des villages libanais et des camps palestiniens situés près de la frontière israélienne.

UN CLIMAT OPTIMISTE

Une foule de commentaires ont été publiés en France qui cherchent à montrer la Résistance palestinienne à genoux, mais c'est dans un climat optimiste que nous avons été reçus. Le peuple palestinien a foi dans sa cause ; jamais, même aux pires moments pour la Résistance, nous n'avons eu à faire à des interlocuteurs accablés. Nous arrivions aussi aux lendemains des victoires remportées par la résistance au sud Liban, à Taibé notamment.

Une chose nous a frappés: loin de s'affaiblir, la résistance palestinienne semble se renforcer. De nombreux Libanais progressistes, après une analyse de ce qui s'est passé, ont finalement quitté les rangs d'organisations libanaises pour rejoindre le combat de l'OLP, essentiellement dans les rangs du Fath. L'objectif du combat de l'OLP leur parait beaucoup plus clair que celui qu'ils viennent de mener.

L'OBJECTIF PRIORITAIRE DE LA LUTTE

La conviction semble bien établie aujourd'hui, dans les rangs de la résistance, que le complot sioniste et impérialiste visait à les noyer dans des conflits secondaires alors qu'en fait, l'objectif prioritaire de la lutte doit être l'impérialisme et le sionisme qui entretiennent toutes ces divisions au Moyen Orient.

Yasser Arafat, le dirigeant de la résistance palestinienne

La discrétion de la résistance aux lendemains du cessez-le-feu effectif n'était pas un aveu d'impuissance. Les combattants eux-mêmes nous l'ont expliqué : tout devait être fait pour démontrer à la population que la résistance souhaite le rétablissement de la souveraineté libanaise et le respect des accords du Caire. Tout son comportement sur le terrain témoigne qu'elle n'a pas de volonté d'occupation ; en outre, elle n'a jamais été confessionnelle : en son sein, chrétiens et musulmans s'y cotoient fraternellement

TRAVAILLER A LA PAIX AU LIBAN

A Bent Jbeil, par exemple, village situé en face d'Ain Ebel, occupé par les phalangistes, les combattants palestiniens tiennent les collines inhabitées sans être inquiets d'avoir, dans leur dos, le village chrétien de Yaroun, dont la résistance a obtenu des habitants qu'ils ne laissent pas les phalangistes s'installer chez eux. La résistance palestinienne travaille ainsi à la paix au Liban car elle est convaincue que pour l'essentiel, c'est de l'autre côté de la frontière qu'est l'ennemi. C'est d'ailleurs Israël qui sert d'arrière aux bataillons phalangistes actuellement. Leur complicité est patente, le matériel capturé sur les phalanges est sioniste ils bénéficient du soutien de l'artillerie et des bombardements sionistes dans leurs opérations. Ensemble ils cherchent à faire fuir la population du Sud Liban pour imposer leur fameuse «ceinture de sécurité».

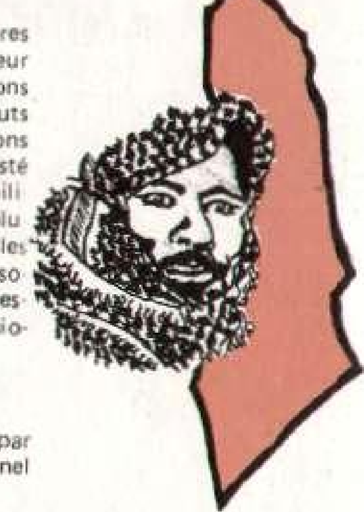
La résistance réplique en expliquant sa position. Le Liban est un problème libanais, il est une terre d'accueil provisoire pour les palestiniens, une base arrière pour tous les efforts qui doivent être portés vers la Palestine occupée. En période de pénurie alimentaire la résistance réserve la priorité de son ravitaillement aux civils libanais et particulièrement aux civils chrétiens ; les combattants palestiniens sont servis les derniers. Tout comme ils acceptent souvent de subir des bombardements sans pouvoir y répondre car ce serait des bombardements aveugles qui toucheraient les civils. Tout cela dénote un haut niveau de compréhension politique de la part du peuple palestinien tout entier.

SUR LE PLAN SANITAIRE

Sur le plan sanitaire et médical, le Croissant rouge palestinien a réussi, malgré toutes les difficultés, à maintenir son plan d'édification d'un certain nombre d'établissements hospitaliers. A Acca, Chattila, Tyr, des établissements ultra-modernes sont mis en place car autant faire tout de suite bien et soigner dans les meilleures conditions. C'est aussi un facteur moral qui donne confiance aux combattants. Enfin, la résistance conçoit ces établissements aussi pour l'avenir : ce cera le don qu'elle laissera en partant au peuple libanais qui l'a accueillie.

MOBILISATION EN TERRITOIRE OCCUPE

Un dernier mot enfin qui concerne les territoires occupés. Ils sont au cœur de touts les préoccupations de l'OLP. Les plus hauts dirigeants que nous avons rencontrés ont tous insisté sur l'urgence d'une mobilisation pour que soit solutionnées au maximum les difficultés sanitaires et sociales que vivent les Palestiniens sous occupation sioniste.



Propos recueillis par
Annie Brunel

Ci-dessous : une jeune fille palestinienne à l'entraînement. Aujourd'hui c'est tout le peuple palestinien qui s'identifie à la résistance, et les jeunes forment «la génération de la victoire»



Le monde en marche

ZAMBIE

Le président zambien, Kenneth Kaunda, a annoncé à Lusaka qu'il avait placé son pays «en état de guerre» avec la Rhodésie.

Parlant au cours d'une conférence de presse diffusée par la radio nationale, Kaunda a fait état des menaces rhodésiennes d'attaque contre les bases zambiennes du Zapu (Union du peuple africain du Zimbabwe).

L'armée zambienne, a déclaré le président Kaunda, a été placée en état d'alerte générale et des ordres ont été donnés pour que tout avion rhodésien se trouvant dans l'espace aérien zambien, soit abattu immédiatement.

La Zambie, a-t-il ajouté, est prête à se défendre à tout prix et ne se laissera pas intimider par les menaces rhodésiennes.

PORTUGAL

Le mouvement de l'Unité populaire (MUP) constitué autour de la personnalité du major Otelo Saraiva de Carvalho par différents partis «d'extrême-gauche» à l'occasion de l'élection présidentielle de juin 1976, est «politiquement mort», ont affirmé les responsables du mouvement de la gauche socialiste» (MES) qui viennent d'annoncer leur retrait du MUP.

Plusieurs autres partis avaient déjà lâché le mouvement depuis l'échec subi aux élections municipales de décembre dernier.

ZAIRE

En plein cœur du Shaba, à Kasaji reconquise, le colonel Eluki a affirmé que pour l'état-major zairois la fin de l'invasion de l'ex-Katanga n'est plus qu'une question de temps.

Tandis que le président Mobutu visitait la ville déserte, l'officier zairois a fait le point de la situation militaire. «Si l'ennemi, a-t-il résumé, ne faisait pas sauter les ponts et ne minait les pistes, la guerre du Shaba serait terminée dans 8 jours».

Les observateurs occidentaux militaires indiquent, pour leur part, que les gendarmes katangais, qui se replient vers le poste-frontière de Dilolo, ont déjà abandonné deux des principales villes qu'ils tenaient encore : Kapanga et Sandoa. Les forces conjointes zairo-marocaines devraient sans doute — du moins en ce qui concerne Kapanga dont elles sont très proches — y pénétrer prochainement.

Plusieurs prisonniers ont été présentés à la presse. L'un d'eux, parlant portugais, a indiqué qu'il était Angolais et que leurs chefs leur avaient demandé d'aller de Texeira de Sousa, en Angola, à Dilolo puis Kisaji pour atteindre Lubumt as hi.

POLOGNE

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté à Cracovie après la «mort mystérieuse» d'un jeune antisocialfasciste proche du «mouvement de défense des ouvriers», Stanislas Pyjas. A la suite de cette marche silencieuse, plusieurs personnes, toutes membres du mouvement, ont été arrêtées.

ESPAGNE

L'ensemble du personnel de la résidence sanitaire de la Sécurité sociale de Bilbao, réuni en assemblée générale, a décidé de refuser d'apporter des soins à tous les policiers qui pourraient être admis dans l'établissement à la suite de manifestations.

«Nous avons pris cette décision, a indiqué l'un des représentants du personnel, car la Sécurité sociale est subventionnée par l'argent des travailleurs que les policiers répriment».

D'autre part, le personnel de la résidence sanitaire de Saint-Sébastien a décidé également d'étendre au fenêtres de l'établissement les draps maculés du sang «des Basques blessés au cours des manifestations».

PALESTINE

«La victoire électorale du chef du mouvement terroriste, Menahem Begin, constitue un revers au milieu de tous les efforts engagés pour parvenir à la paix» a déclaré à Genève, le représentant de l'Organisation de la Palestine. *«Les -Arabes doivent être prêts pour une cinquième guerre.»*

Le nouvel «homme fort» de l'État sioniste d'Israël est en effet l'homme qui a fondé, en 1943, l'Irgoun, une organisation terroriste sioniste qui s'illustra notamment en assassinant, en 1948, tous les habitants, hommes, femmes et enfants du village palestinien de Deir-Yassine.

Annonçant clairement ses intentions expansionnistes, celui-ci a récemment déclaré *«Il n'y a pas de territoires occupés, il n'y a que des territoires libérés»*

Ceci ne pourra que renforcer et l'unité du monde arabe et la détermination du peuple palestinien à reconquérir sa patrie.

D'HELSINKI A BELGRADE

Bilan de deux années de «détente»

Le 15 juin prochain s'ouvrira à Belgrade la Conférence internationale destinée à vérifier l'application de l'acte final de la Conférence d'Helsinki, sur le thème de «la sécurité et la coopération en Europe». Immédiatement après, le chef de file du Kremlin, Brejnev, se rendra en France à l'invitation de Giscard. De paix, de coopération, de désarmement, de sécurité, on entendra donc beaucoup parler ces jours-ci. Mais quelle est la réalité qui se cache derrière ces mots ?

Le 1er août 1975,à Helsinki, capitale de la Finlande, 35 chefs d'État ou de gouvernement, après avoir prononcé chacun un beau discours, signaient «l'acte final de la CSCE», épais document de 120 pages, présenté aux peuples d'Europe comme le garant de leur sécurité et de la paix.

A Moscou, on exultait car ce n'est un mystère pour personne que cette conférence a été essentiellement voulue et imposée par les dirigeants soviétiques. Brejnev qualifiait aussitôt «l'acte final» de «programme d'action à venir dans les pays européens durant les années, voire les décennies à venir», et la presse soviétique portait aux nues cette «charte de la coexistence pacifique en Europe».

De grands principes...

En fait, il s'agit d'une déclaration grandiloquente énumérant les 10 principes devant régir les rapports entre les pays représentés : égalité souveraine, respect des droits inhérents à la souveraineté, non recours à la force ni à la menace de l'emploi de la force, inviolabilité des frontières, intégrité territoriale des États, règlement pacifique des différends, non intervention dans les affaires intérieures, respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, égalité de droits des peuples et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, coopération entre les États et exécution de bonne foi des obligations assumées conformément au droit international. Il ne s'agit là que d'une stricte répétition des obligations déjà contractés par tous en tant que membres de l'ONU.

De sécurité, l'Europe a en effet bien besoin. Mais la vraie source de la tension qui y règne, c'est la rivalité acharnée qui y oppose américains et soviétiques, la course aux armements et les préparatifs de guerre auxquels ils se livrent pour imposer leur hégémonie.

Ce problème fondamental n'a même pas été effleuré à Helsinki. Quant aux grands principes qui y ont été ressassés, ils étaient déjà contenus dans la charte de la Société des nations et n'ont en rien empêché la seconde guerre mondiale.

Un autre document signé à Helsinki, solennellement intitulé «Mesures de confiance et aspects de la sécurité du désarmement» se contente de codifier les délais dans lesquels les manœuvres militaires, se déroulant en Europe, devront être annoncées... lorsqu'elles mobilisent plus de 25 000 hommes et se déroulent à moins de 250 km d'une frontière commune ! La fameuse «troisième corbeille» touche à la libre circulation des personnes et des idées. Le dernier document enfin traite de la «coopération dans les tous les domaines de la technologie, de la science, de la technique et de l'armement».

... trahis tous les jours !

Sur tous ces points, hors du cadre mensonger et trompeur de la conférence de Belgrade, quel bilan les peuples européens peuvent-ils tirer de l'attitude de l'URSS ?

Inviolabilité des frontières ? Non-ingérence dans les affaires intérieures ? Ses chars occupent toujours la Tchécoslavaquie, 9 ans après son agression et Moscou affiche avec arrogance sa volonté de poursuivre cette occupation.

Au Portugal, l'URSS a combiné pressions, chantages, complots et subversion par l'intermédaire de ses agents du parti révisionniste. En Italie, en Espagne, elle intrigue et complote. Au Liban, en Angola,elle a alimenté en sous-main une guerre fratricide dans l'espoir d'asseoir sa domination sur ces pays et de s'en servir comme tremplin vers l'Europe.

Au Zaïre, elle a armé, équipé, entraîné une poignée de mercenaires pour agresser ce pays indépendant.

Fortement composée d'unités aéroportées, l'armée soviétique est toute entière tournée vers l'agression



toujours avec le même objectif. Les pays de l'Europe de l'Ouest sont infestés de ses espions : en un an, 55 d'entre eux ont été démasqués en RFA ; ses chalutiers hérissés de radars et de caméras se faufilent jusqu'à proximité de la côte bretonne.

Désarmement ? En 5 ans, l'URSS a augmenté de 500 le nombre de ses tubes lance-fusées, de 3 000 les effectifs de ses divisions mécanisées, de 2 000 les effectifs de ses divisions de tanks, de 5 300 le nombre de chars de bataille du Pacte de Varsovie stationnés en Europe du Centre.

Elle introduit de nouvelles exigences dans les négociations Salt.

Droits de l'homme ? Depuis Helsinki, un coin du voile s'est levé sur le fascisme qui règne en URSS, le sort réservé aux opposants politiques : asiles psychiatriques et terreur policière.

Coopération économique ? L'URSS l'utilise à sens unique pour extorquer des devises et des capitaux et faire financer par ceux-là mêmes qu'elle se prépare à agresser son énorme effort de guerre, ses difficultés économiques et son retard technique.

Le chloroforme de la détente

Mais pourquoi les soviétiques tiennent-ils tant à ces conférences internationales, à la signature à tour de bras de traités et d'accords tous azimuths ?

Leurs motiviations pour cela ne sont pas nouvelles. Ce sont les mêmes qui animaient Hitler à la veille du déclenchement de la 2e guerre mondiale. Multiplier les déclarations rassurantes et les protestations sur la volonté de paix, c'est bercer les peuples d'illusions. C'est amener les gouvernements des pays convoités à baisser leur garde en négligeant la défense nationale, c'est isoler les partisans de la vigilance.

C'est là une question stratégique capitale. Depuis Helsinki, Brejnev n'a cessé de souffler le froid et le chaud, tapant du poing sur la table, comme au cours des dernières négocations Salt 2. Un jour, il se fait mielleux et rassurant le lendemain.

En insistant pour faire de Belgrade un nouveau «pas en avant», pour institutionaliser l'action final de la conférence d'Helsinki, les sociaux soviétiques entendent ligoter un peu plus les pays et les peuples qu'ils rêvent de soumettre. Ils misent pour cela sur l'affaiblissement de la puissance de l'impérialisme US, l'appât du profit et la pusillanimité des gouvernements des pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest. Mais ils oublient l'essentiel : la conscience et la vigilance grandissante des peuples d'Europe, y compris du peuple soviétique et de ceux des pays de l'Est.

Annie BRUNEL

ITALIE

La tension monte

La tension monte en Italie, où plus une semaine ne se passe sans que des manifestants ne soient assassinés par la police aucours des manifestations.

Dimanche 12, le parti radical un petit parti italien, organisait un meeting pour commémmorer le référendum instituant le divorce : celui-ci est chargé sans raison par la police : une jeune fille est tuée.

Le lendemain, c'est un flic qui est abattu, le tireur est pris en photo, et identifié, il s'agit d'un flic en civil. 25 d'entre eux ont été reconnus ce jour-là dans la manifestation par des journalistes.

Prenant prétexte de cette violence dont elle est la principale responsable, la bourgeoisie italienne accentue frénétiquement son appareil de répression contre les masses populaires.

Aux dernières lois votées (voir HR bimensuel No5) viennent de s'en ajouter encore, instituant la prison pour toute une série de nouveaux délits jusque là non prévus dans le code, comme l'interception des messages radio de la police.

L'«*État doit défendre ses institutions et ceux qui les font fonctionner*» a expliqué Francesco Bonifacio, le ministre de la justice.

Il est d'ailleurs en cela fortement aidé dans le processus de fascisation en cours par les révisionnistes du PCI. Ceux-ci ne déclaraient-ils pas le 17 mai, cinq jours après l'assassinat de la jeune manifestatnte par le police :

«*Ceux qui sont appelés à défendre l'ordre et la République doivent disposer des moyens et des garanties nécessaires pour accomplir leur difficile travail et peuvent compter sur l'appui de toutes les organisations et institutions démocratiques*».

Peut-on dire plus clairement qu'on est avec les flics contre le peuple ?



La lutte pour la démocratie prolétarienne dans les syndicats est inséparable de la lutte contre le révisionnisme

La répression de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et plus particulièrement contre les ouvriers révolutionnaires s'exerce de mille manières. En dehors des moyens classiques que sont l'activité de la police et de la justice au service de la répression patronale, il faut compter également les exclusions et entraves de toutes sortes à l'activité des travailleurs communistes au sein même des organisations syndicales dirigées par des aristocrates ouvriers et d'authentiques bourgeois nouvelle manière.

Bien souvent d'ailleurs, les deux formes de répression se donnent la main. Il suffit de rappeler l'exclusion de la section CGT de l'entreprise Hollenstein, dans son ensemble, par la direction de la Fédération française des travailleurs du Livre CGT pour avoir osé critiquer et rejeter la politique de négociation des licenciements de la dite Fédération ; à l'époque les travailleurs d'Hollenstein et leur section syndicale était en lutte contre la liquidation de leur entreprise) ; également l'exclusion de six responsables de la section CGT de l'IMRO, toujours par FFTL en 76, en pleine grève contre les licenciements, pour avoir participé à des actions communes avec la CFDT et discuté avec des militants politiques que Séguy qualifie de gauchistes ; également, l'exclusion de notre camarade Claude Lebrun de la section CGT d'Alsthom-Saint-Ouen le jour même où le patron le licenciait ; également, l'exclusion de J.L Raboutet, secrétaire de la section CGT des Câbles-de-Lyon de Clichy alors que la direction exigeait et obtenait du ministre du Travail le licenciement de ce militant et d'autres travailleurs.

La liste pourrait être encore longue de faits identiques antérieurs ou plus récents.

Cette pratique n'est pas limitée à quelques cas isolés, elle est liée profondément à l'objectif et à la ligne de gestion du capitalisme qui est celle des dirigeants du PCF à la tête de la CGT ou proches du PS à la tête de la CFDT. L'abandon ou la trahison de la transformation révolutionnaire de la société s'accompagne de la répression contre les authentiques ouvriers communistes et d'autres travailleurs qui ne se soumettent pas au Programme commun dans les syndicats. C'est avant tout une ligne de répression des masses pour leur interdire la démocratie ouvrière de masse et leur imposer des «représentants» qui parlent et agissent en leur nom, suivant le modèle traditionnel du parlementarisme bourgeois. Ainsi l'absence de démocratie prolétarienne dans les syndicats n'est que la conséquence de la condamnation et de la répression des comités de grève par les dirigeants syndicaux (Lip en 73, la Sonacotra récemment, etc.)

D'ailleurs, la démocratie existe dans les syndicats pour les tenants du PCF ou du PS qui peuvent à loisir développer leur point de vue, recruter, et décider des orientations dans le dos de la masse des syndiqués.

Mais déjà les travailleurs réagissent contre ces pratiques, ils sont de moins en moins dupes ; à l'usine des Câbles-de-Lyon de Clichy, la section CFDT, montée par les exclus de la CGT, vient de remporter 80 % des voix aux récentes élections du CE, pour ne citer que ce seul exemple.

Aussi, le combat pour une ligne classe contre classe, anticapitaliste et antirévisionniste dans les syndicats doit-il s'accompagner de la dénonciation vigoureuse et de la lutte contre la répression bourgeoise des directions confédérales en s'appuyant sur l'expérience et la combativité des masses.

Guy LEBRETON

Centre de tri-postal du Landy (Paris)

Dirigeants CGT : briseurs de grève !

Les travailleurs du centre de tri postal du Landy se mettaient en grève le mardi 3 mai : ils réclamaient des effectifs suffisants, de meilleures conditions de travail, des garanties dans la perspective d'un déplacement l'an prochain de tout le personnel vers un nouveau centre en construction. Ils s'opposaient aussi aux mesures de répression anti-syndicale dont les dernières avaient d'ailleurs été à l'origine du déclanchement du mouvement.

Pour consolider ce mouvement, ils décidaient deux jours plus tard, à une forte majorité et après une large discussion en assemblée générale, d'occuper le centre.

Le samedi 7, 150 flics intervenaient pour les expulser.

Mais ce ne sont pas les opérations de police ni les menaces de la direction qui sont venues à bout de la grève.

C'est aux dirigeants CGT-PTT de la région parisienne qui revient le honteux «privilège» d'avoir réussi à la liquider.

Dès le début, ils s'employaient à diriger l'occupation dans les autres centres, en vue de priver Landy de tout soutien. Ils diffusaient ensuite sur toute la région un tract mensonger :

— Ils y affirment que les militants CGT du Landy étaient «insultés, menacés physiquement» et empêchés de s'exprimer et ils prétendent que la section CGT du Landy avait appelé le samedi à la reprise ; tout cela est faux !



Il fallait qu'ils souhaitent bien fort la reprise pour en arriver là, et qu'ils aient grand peur que le mouvement s'étende à d'autres centres !

— Ils dénoncent un militant CFDT, venu à Landy «exercer ses talents de démolisseur selon leur expression !

7 postiers du landy démissionnent de la CGT

Ces mensonges ont entravé un éventuel soutien des autres centres et fini par rendre la grève minoritaire.

Mais ils ont aussi soulevé l'indignation des postiers. L'USAT (Union des sections des ambulants et du tri) a fait une mise au point où elle considère que ce tract a pour objectif «de casser la lutte des travailleurs du Landy en répandant de fausses informations et de jeter en pâture à l'adversaire de classe un responsable CFDT du Landy dûment mandaté. Ces procédés inqualifiables déshonorent gravement le mouvement ouvrier et le syndicat CGT, qui a pris l'initiative de le rédiger et de le diffuser régionalement, alors qu'il n'avait jusqu'à ce jour réalisé aucune information sur la lutte légitime des travailleurs du Landy».

Au Landy même, 7 postiers CGT, l'un d'eux adhérents depuis 33 ans, ont déchiré leur carte et ont adhéré à la CFDT, ce qui leur a valu d'être traités tout bonnement d'ivrognes par les pontes CGT !

Quel triste résultat pour la ligne révisionniste de ces briseurs de grève ! Voilà qui confirme qu'il faut la combattre et qu'on doit avoir pour cela confiance dans la grande masse des travailleurs qui, au fond, la rejettent !

Jacques Duroc

FNAC — Paris

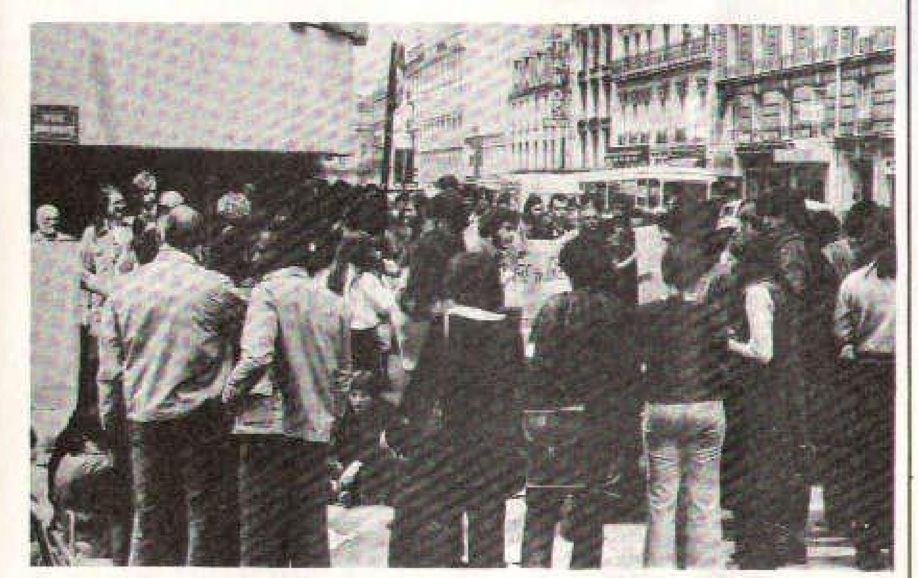
Patrons «de gauche»... bas les masques

La lutte est partie du stock, secteur le plus pénible du magasin de l'Étoile : il y a de plus en plus de matériel qui arrive, de plus en plus de gros appareils à manier et ceci dans le même espace réduit en sous-sol, dans de mauvaises conditions d'aération et de dépoussiérage. Le 3 mai, les travailleurs débrayent pour 200 F d'augmentation pour tous et l'amélioration des conditions de travail.



La FNAC, chaîne de magasins de distribution de matériel de photo, disques, électro-ménager, Hi-fi, etc. regroupe dans la région parisienne près de 2 000 employés dans trois magasins : Châtelet, Étoile, Montparnasse, l'atelier Oudinet (13e) et les entrepôts de Massy. Bien du chemin de parcouru depuis l'époque, il y a 20 ans, où elle était créée par deux anciens trotskystes : Essel et Théret.

1968, 74, 76, les luttes deviennent plus fréquentes. La dernière qui s'est engagée le 3 mai est la plus dure que la FNAC ait connue.



Les grévistes expliquent leur grève devant le magasin de Montparnasse. (Photo HR)

A l'issue d'une assemblée générale convoquée samedi 7 mai par les sections CFDT et CGT, c'est l'ensemble de la FNAC-Étoile qui se mettait en grève pour : 200 F pour tous, salaire d'embauche à 2 200 F, 36 h par semaine, transport payé par le patron (carte orange), application légale de la prime d'ancienneté, prime de vacances à 1 100 F intégrée au salaire.

Quand des patrons de «gauche» s'abritent derrière le plan Barre...

Les premiers jours, la direction a répondu un «non» catégorique à toute revendication. Les patrons de «gauche» se sont abrités derrière le plan Barre. Les travailleurs se sont attachés à consolider le rapport de force en distribuant un appel aux non-grévistes et en discutant avec eux (le pourcentage de grévistes passant de 60 % à 90 %).

Une partie d'entre eux reste devant le magasin pour distribuer des tracts aux clients et leur expliquer les raisons de leur grève. Les cadres et les jaunes ont ainsi éprouvé des difficultés croissantes à faire tourner la boutique.

Pour étendre l'action, des délégations de grévistes se sont rendues dans les magasins du Châtelet et de Montparnasse et ont participé notamment aux assemblées générales qu'y tenaient les employés.

La FNAC-Étoile n'est plus seule dans la lutte

Vendredi 13, des débrayages ont lieu à Châtelet, à Massy, à Montparnasse qui entre en grève illimitée.

En bon patron de «gauche», Essel s'efforce alors de jouer à la fois de la carotte et du bâton. Il propose ainsi une masse d'augmentation bloquée à répartir par les syndicats eux-mêmes. De plus, avec l'appui des cadres et de la maitrise qui sont prêts à consentir un «sacrifice», il avance des augmentations inversement hiérarchisées : de 200 F pour ceux qui touchent le moins à 75 F pour des employés qui gagnent 2 800 à 3 300 F et sont bloqués, à ces sommes depuis 5 ans.

Essel propose que le seuil maximum soit défini «en commun», ce qui est un clair appel à la collaboration de classe.

Il est repoussé.

Sur le paiement des heures de grève, tout ce qu'il propose c'est de les rat-

Malgré les provocations de la direction, les grévistes sont résolus à ne pas céder.



FNAC — Paris (suite)

traper en faisant des heures supplémentaires ou en travaillant les jours de récupération ! alors que les employés demandent justement une diminution des horaires.

En même temps, il fait des menaces implicites de lock-out, affirme que pour satisfaire les revendication «il faudrait licencier 350 personnes».

A Montparnasse, il fait distribuer des tracts d'intimidation par des gens qu'il embauche et parmi lesquels le personnel reconnait des gens d'extrême-droite.. Le vendredi 13, à l'entrepôt de Messy, son chef fasciste, Beaumont, empêche la tenue d'une assemblée générale et l'entrée d'une déléguée et s'oppose également d'une délégation de grévistes de l'Étoile.

Essel lui-même n'hésite pas à insulter les délégués et le personnel présents aux assemblées générales. Voilà où en est arrivé cet ancien trotskiste (collaborateur de Trotski), nouveau patron de gauche.

Un pas important a été fait

Des personnels de secteurs qui traditionnellement ne participaient à aucune lutte sont dans la grève et déterminés.

Le personnel s'exprime sans contrainte en assemblée générale alors que jusqu'à présent, seuls des délégués osaient prendre la parole. Des commissions de travail répartissent les différentes tâches à réaliser pour populariser la lutte (badges, tracts, pétitions, débat au CE, délégations dans les autres magasins). A Montparnasse, il y a un comité de grève regroupant syndiqués et non syndiqués.

Cette grève survient à un moment où de nombreux licenciements sont prévus dans les grands magasins : 900 au Printemps, 62 à la Belle Jardinière, etc. Elle a donc un relief particulier d'autant qu'ils soutiennent sa lutte. Ainsi à la FNAC-Étoile des représentants de la CFDT sont venus exprimer le soutien des travailleurs du BHV, des Galeries Lafayette (à la FNAC-Montparnasse aussi) et du Printemps.

Jacques Duroc.

Cables de Lyon — Clichy
Les dirigeants révisionnistes désavoués

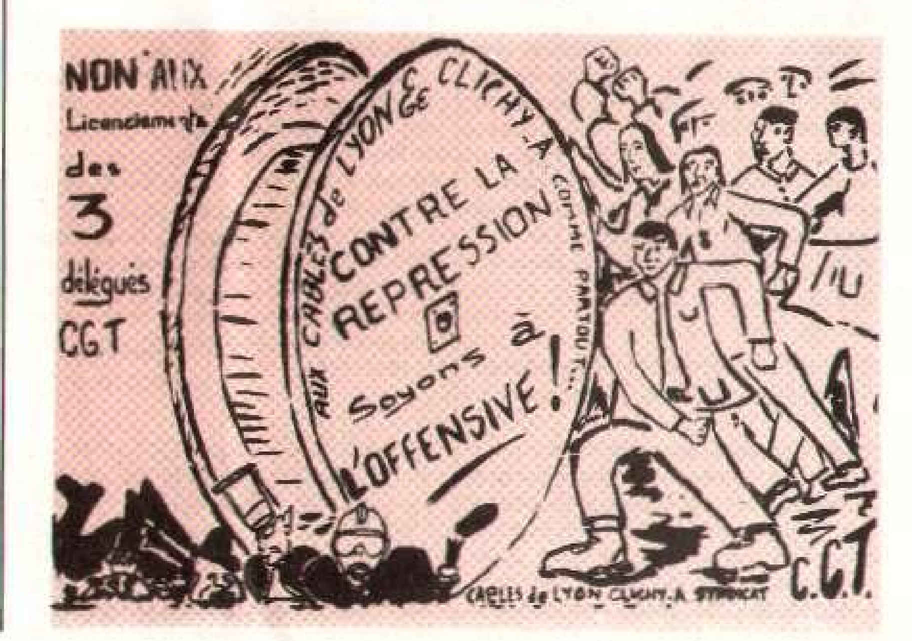
Dans le collège ouvriers, quatre élus sur cinq pour la CFDT créée début mars, un à la CGT reconstituée par les dirigeants révisionnistes de la Fédération des métaux, zéro à FO mise sur pied par la direction : tels sont les résultats des élections au Comité d'entreprise qui ont eu lieu le 10 mai aux Câbles de Lyon-Clichy.

Voilà une cuisante défaite pour les dirigeants révisionnistes qui avaient cru en finir avec la ligne de lutte classe contre classe par les exclusions et par la dissolution de la section CGT.

Ils avaient pensé que le sigle CGT suffisait pour faire avaler les plus grossiers mensonges pour attirer à eux les travailleurs et isoler les anciens dirigeants des luttes de 1975 et 1976 qui impulsent aujourd'hui la section CFDT.

Mais des mois de lutte commune, la répression affrontée ensemble, l'acharnement de la direction et des révisionnistes à démolir et décapiter la section CFDT maintenant, après l'ancienne section CGT, toute l'action menée par cette dernière sur la seule base des intérêts des travailleurs, sur le seul terrain de la lutte classe contre classe, tout cela a créé des liens que ne peuvent comprendre ni détruire ceux qui ont depuis longtemps abandonné ce terrain : ceux qui suivent la ligne révisionniste du PCF se sont trouvés aux côtés de la direction pour diviser, affaiblir les travailleurs et les priver d'une organisation où de lutte de classe. Les ouvriers, français et immigrés des Câbles de Lyon les ont remis à leur place.

La secte c'est eux, les minoritaires se sont eux ! Bien sûr, la lutte



Ils ont exclu ! Ils sont battus !

n'est pas terminée et aura encore à surmonter bien des obstacles (y compris du côté de la CFDT).

Mais l'ambiance était dans l'usine, après les résultats une ambiance de victoire.

Une victoire de tous les travailleurs

La conscience a mûri chez les travailleurs qu'il faut s'organiser, prendre les choses en main ; ils ont pris très au sérieux ces élections et la bataille politique qu'elles représentaient !

Cette victoire, c'est une victoire du marxisme-léninisme, c'est une victoire de tous les travailleurs !

Les révisionnistes mettent sans cesse en avant les leaders pour mieux les isoler, surtout le secrétaire de l'ex-section CGT, actuel secrétaire de la section CFDT, qui est leur bête noire, sans aucun doute parce qu'il est communiste marxiste-léniniste.

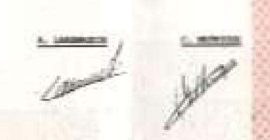
Mais c'est la grande masse des travailleurs qui a tranché et qui a lutté, comme hier dans la grève, dans les manifs, contre les flics ou au Palais de jsutice, contre les patrons et ses hommes de main, dans la rue ou dans l'usine.

Ce combat anonyme de chaque jour contre l'oppression multiforme, contre les idées et l'esprit étranger au prolétariat, contre toutes les difficultés qui assaillent les travailleurs (qu'on songe en particulier aux immigrés, loin de leur pays, de leur famille, de leurs enfants), c'est le combat de la classe ouvrière, celui qui tôt ou tard, abattra le vieux monde par la révolution prolétarienne, quand les travailleurs auront rejeté le révisionnisme et remis ses agents à leur place : celle d'une secte bourgeoise condamnée par l'histoire.

Jacques Duroc



A qui sont les mégaphones ?



Voici des extraits de la réponse du camarade Raboutet :

«En abordant le problème des mégaphones vous semblez vouloir résoudre une partie du contentieux, le contentieux financier. Libre à vous de choisir ce qui est principal dans vos préoccupations.

Pour votre information, je vous signale qu'à ma connaissance il n'y a pas que les deux mégaphones.

Il y a :

— un tambour, de nombreux drapeaux, rouges évidemment (il n'y a pas de drapeaux bleu-blanc-rouge), du calicot, du bois, de la colle, deux seaux, un jerrican, «des claquettes», des robes rouges et quelques bricoles. (...)»

Les révisionnistes voudraient récupérer le matériel et laisser les dettes du procès aux travailleurs.

«Mais le contentieux financier ne se borne pas à ce que signale plus haut.

Il y a aussi :

— le reste de l'argent collecté pendant la grève de 75 en votre possession.

— il y a 4 000 F de frais de tribunaux

Quant à vous...

J'ai vu Mathioux, justement le 9 mars 77, jour où vous m'avez envoyé cette lettre, à la levée de corps d'un camarade antillais assassiné par le capitalisme.

Que la mort d'un exploité nous serve au moins à méditer sur l'importance, la grandeur, la justesse de notre combat contre l'exploitation, qu'elle nous incite à aller chercher au fond de nous-mêmes ce qui peut être erreur, et qui retarde la fin de cette exploitation dont chaque jour supplémentaire amène son lot de misère et d'assassinats.

Eh bien, il ne semble pas que vos conceptions aillent dans ce sens. Au contraire, ce même 9 mars, vous envoyez une lettre où vous me menacez de porter plainte, donc de me traîner devant les tribunaux. Vos conceptions sont bien tristes, vous ne voyez pour résoudre vos problèmes que des solutions faisant appel à l'appareil d'État, de l'État capitaliste, le tribunal en étant partie intégrante.

Une section CFDT a été créée le 5 mars 1977 après de nombreuses discussions. Il est claire qu'elle est bien la continuatrice de la section CGT dont j'étais secrétaire depuis octobre 1973 jusqu'au jour où de façon putschiste vous m'avez destitué de cette fonction.

Mort au racisme !

UNITE FRANÇAIS-IMMIGRES !



Que de choses à dire de ces 2 heures d'entretien avec un travailleur immigré, un comme des millions d'autres venus sur la foi du mythe de la France où «y a du travail, on gagne bien». Ils ont quitté leur pays car la voie pour sortir du sous-développement dans lequel l'impérialisme (la France le plus souvent) l'a maintenu, est longue et difficile.

Comme les autres, il n'a été épargné ni par l'exploitation ni par le racisme, ce mal né de siècles de colonialisme, ce venin soigneusement répandu par nos oppresseurs pour gangréner notre peuple.

Il ne confond jamais les exploiteurs et les travailleurs français qui en sont aussi victimes et auxquels il veut s'unir :*«J'ai jamais dit, j'ai jamais pensé : y'a une race, comme ça, qui serait mauvaise, non. Partout y'a des bons, y'a des mauvais; chez les Français, chez les immigrés aussi...»*

Le racisme, il l'a rencontré partout, mais *«un ouvrier comme moi, je lui en veux pas. Il est trompé»*; par contre : *« les patrons racistes, leurs flics racistes, alors là, si je peux ...»*

travailler, se loger

Il est arrivé en 68; il avait 18 ans. Deux mois, il erre dans Paris, dort dans le métro, aux halles.

Puis il est manutentionnaire à la SNCF, un mois et c'est Mai 68 !

«Le travail, le logement qu'on a tout de suite, quelle blague ! Les gens qui n'ont pas de problème, c'est archifaux : ils sont des millions à protester».

Après, il entre comme terrassier dans une boite : 10 H par jour à 3F 25, pas de prime, rien. Il n'a toujours pas de papiers. Ils sont tous dans son cas.

«Quand je réfléchis à ça, je vois que c'était exprès. Ils ont fait un système comme ça pour nous forcer à travailler pour des salaires minables dans des conditions très dures. On n'a pas le choix avec cette histoire de papiers. C'est du chantage, quoi».

Le racisme ? il connait !

«A Poitiers, un soir, une bande de types à moitié saouls me tombent dessus, comme ça. Je me retrouve à l'hôpital. Je veux porter plainte; les flics me menacent et me foutent dehors...»

«A Paris, je vais au bureau de tabac acheter un timbre. Le patron dit : j'en ai pas... Il en vend un à une femme juste après moi. J'insiste : Il doit m'en vendre ! Il fait venir les flics. Ils me gardent 2 heures au commissariat. 5 mois plus tard, je suis convoqué au tribunal. Il y a 5 témoins (qui n'étaient même pas là) plus les flics pour dire que j'ai provoqué, qu'il n'avait pas de timbre, etc... Trouble de l'ordre public : j'ai 95 000 AF d'amende et un mois de prison avec sursis !»

Pour trouver une chambre, au téléphone, ça va. Quand il vient, c'est toujours pris. On lui dit carrément des fois : pas d'Arabes! Il se retrouve dans un café immigré : affichée 200 F, la chambre est payée 600 F (2 gars y logent pour 300F chacun)... Il faut manger au café, toujours y passer pour rentrer, boire quelque chose pour avoir le courrier... Il s'en va... La Sonacotra l'attend :

«Ils savent tout ça, ils savent qu'on est coincé. Et là, c'est pire que tout : c'est la prison, c'est très cher, c'est les gérants racistes ... Enfin tu sais tout ça».

combattre le racisme, c'est combattre le capitalisme

«Tu vois, le racisme, c'est pour qu'on n'ait pas d'appui, c'est pour nous isoler. C'est un système pour nous exploiter au maximum, pour qu'on ne se batte pas...

Au boulot, on discute ensemble, on mange à la même table, on boit un coup ensemble. C'est pas pareil. Quand on se connait bien, on arrive même à être en famille. Là où c'est pire, c'est en dehors du travail. Dehors, on se connait pas; alors, c'est les idées toutes faites : «ils sont tous pareils» etc... Le racisme, tu vois, c'est le mensonge : un immigré qui a fait du mal, on en parle en long et en large. Quand on lui fait du mal, on en parle pas... Ca, ça trompe la population française. Alors, il faut démolir le mensonge.

Au début de notre lutte, à la sonacotra, très bien , les gens nous aident, des Français viennent nous soutenir. Quand le capitalisme voit qu'on est en train de faire une unité, pour la casser, ils font une émission à la télé sur un foyer avec des chambres de 18m2 à 180 F. Y'en a peut-être un ou deux comme ça en France. Ils ont fait ça pour tromper les gens; les Français se disent : de quoi ils se plaignent ? Alors, nous, on fait des «portes ouvertes» pour que les gens viennent nous voir, qu'ils voient la réalité.

Il y a 24 nationalités dans les foyers. Avant y'avait des bagarres, des coups de couteaux. Depuis la lutte, c'est fini.

On est uni, contre la Sonacotra !

si on s'unit, on est plus fort, les immigrés, les Français contre le capitalisme et on démolit le racisme.

Propos recueillis par Jacques Duroc.

LES PAYSANNES

Celles dont on ne parle jamais

Nous sommes allées voir une camarade paysanne pour discuter avec elle de son travail, de ses conditions de vie. Elle et son mari sont propriétaires d'une ferme de 30 ha, dans la Sarthe. Ils ont quatre enfants dont le plus jeune a 15 ans. Jusqu'à l'année dernière, leur activité principale était l'élevage (vaches, taurillons), mais suite à une maladie (brucellose) il ne leur reste que 4 vaches, et l'activité principale de l'exploitation est devenue la culture du blé, maïs, orge.



La paysanne garde ses enfants en travaillant

Louise nous raconte sa journée de travail

«Je commence ma journée à 6 heures par la traite de mes 4 vaches. Depuis 66, nous avons une trayeuse électrique ; ensuite, je m'occupe des veaux : tout ça me prend deux heures et demi. Ensuite, je reviens préparer le petit déjeuner, je m'occupe du travail ménager et j'aide mon mari à des tâches diverses.

Puis c'est le repas de midi, la vaisselle, le lavage, la couture... En période de moisson, je vais aux champs.

Vers 17 h, je m'occupe à nouveau des bêtes (traite, nettoyage de l'étable, veaux et préparation du lait pour la vente à la laiterie).

Et c'est à nouveau la préparation du repas».

Pour la bourgeoisie, la paysanne est une «femme au foyer»

Le «chef de famille» cotise à une assurance agricole qui couvre le remboursement des frais dus à la maladie ou à un accident pour la famille.

Mais, de fait, les petits paysans n'ont pas le droit de s'arrêter car personne ne fera le travail à leur place (et pourtant, il faut qu'il soit fait : les vaches, ça se trait tous les jours !) et en plus, ils ne touchent aucune indemnité d'arrêt-maladie.

Ce qui veut dire également que la femme paysanne enceinte n'a pas droit au congé-maternité. Elle travaille jusqu'au dernier moment, et reprend presque aussitôt.

La paysanne garde ses enfants en travaillant

«Quand les enfants sont petits, on les a sur les bras toute la journée. On les emmène avec nous dans les champs ou à l'étable. Sinon, ils doivent rester tout seul. Aujourd'hui, ils pourraient aller à l'école maternelle, dans notre coin, mais ce n'est pas toujours possible de les y emmener car les horaires d'école coïncident avec les heures de travail dans la ferme et le trajet est long.

A partir de 6 ans, les enfants descendaient à pied à l'école tout seuls. Maintenant, il y a des cars de ramassage scolaire, mais cela les fait lever tôt et coucher tard parce que le car fait un grand périple dans la campagne avant d'arriver ou de revenir de l'école. Le soir, on n'a même pas le temps de s'occuper de leurs devoirs».

La vie d'une paysanne, ce n'est pas facile et beaucoup de jeunes filles ne veulent plus (et ne peuvent plus) devenir paysanne parce qu'elles préfèrent avoir un salaire mais aussi parce que la vie de la paysanne est de plus en plus difficile et incertaine.

Une exploitation terrible... mais une profonde volonté de lutte

Etre paysanne dans la France capitaliste, ce n'est pas une vie rose. Mais le pire de tout, c'est qu'on n'est même pas certaine de le rester.

«Sur les 20 vaches que nous possédions l'année dernière, 16 sont mortes de brucellose. Non seulement, j'ai perdu une grande partie de mon salaire, mais en plus on n'a pu revendre les vaches malades qu'à moitié prix à l'abattoir. Nous avons été obligés de nous reconvertir dans la culture, ce qui a nécessité l'achat de matériel nouveau.

Pour cela, nous avons emprunté au Crédit agricole. En fait, maintenant, c'est le Crédit agricole qui est propriétaire de notre ferme».

Louise connait bien le responsable de tout cela : le système capitaliste. Elle sait qu'il faut lutter.

«La grève du lait ? Oui, j'ai participé à une manifestation en 1973. Le lait, en quelque sorte, c'est mon salaire, le prix de mon travail, il fallait se battre. J'y suis allée, la vaisselle, le ménage sont restés.

Mais lorsqu'on est tous dans la bagarre, il n'y a plus personne pour le travail de la ferme ; on n'a pas les moyens de payer quelqu'un pour nous remplacer ; toujours les femmes, et en particulier les femmes de militants, sont obligées de rester faire le travail, y compris celui de l'homme qui est absent».

Aujourd'hui, pour Louise, il est vital de continuer la lutte : elle n'a plus que 60 litres de lait par jour payés 0,80 à 0,85 F le litre suivant la qualité.

En gros 50 F par jour de revenu, sans compter ce qu'il faut retirer comme frais divers (électricité, vétérinaire, etc.).

«En plus, les laiteries, essayent de profiter de notre isolement et cherchent à nous diviser en nous achetant le lait à des prix différents, en donnant des primes aux exploitations qui produisent le plus de lait et en diminuant le prix du litre pour celles qui produisent moins en prétextant qu'elles ne sont pas rentables.

Lorsque je vais au marché, on essaye d'en discuter avec les autres paysannes, mais ce n'est pas facile».

Les petites paysannes se battent aujourd'hui pour leur survie, mais encore trop souvent, elles ne peuvent s'engager à fond dans la bagarre. Trop de charges pèsent sur elles et elles ne peuvent les surmonter seules, chacune dans son coin.

Mais la volonté de lutte existe et il faut chercher à trouver les moyens, les structures pour qu'elles puissent s'exprimer et prendre leur place dans le combat de classe de la paysannerie pauvre.

Propos recueillis par Annick Dubois et Sylvie Gauthier

LA DROGUE
Un piège tendu à la jeunesse

Récemment avec le procès de Lons-le-Saulnier, la drogue est revenue à la «une» des mass-media. Les «gros bonnets» n'ont bien sûr pas été inquiétés. Par contre, 51 jeunes se sont retrouvés sur le banc des accusés pour «usage et trafic de drogue». C'est en fait une opération pour faire rejaillir sur la jeunesse la responsabilité du trafic.

Comme par hasard, ce procès à grand spectacle survient au moment où le chômage qui touche particulièrement les jeunes est à la «une» des plaies de notre société... au moment où le pouvoir s'inquiète de la colère de la jeunesse.

C'est déjà peu après le printemps révolutionnaire de 68, il faut s'en souvenir, que Marcellin a pris soin de renforcer la législation «anti-drogue». Il a alors créé de prétendues brigades «antidrogues» que Giscard parle aujourd'hui de renforcer. La loi de 70 a donné le droit à la police de perquisitionner y compris entre 21 h et 6 h (comme pour «l'atteinte à la sûreté de l'État») dans tout endroit où il serait soi-disant «fait usage de stupéfiants en société».

La politique de la bourgeoisie en matière de drogue est la suivante : de façon sournoise et par des moyens détournés, elle incite en fait la jeunesse à la drogue... pour égarer sa révolte. Cela lui donne ensuite les moyens sous prétexte de «lutte anti-drogue» de la réprimer «légalement» et de développer un certain racisme anti-jeunes.

La révolte doit conduire à la lutte !

La jeunesse rejette les valeurs de la société capitaliste et aspire à une vie dont serait exclue l'exploitation de l'homme par l'homme.

Certains jeunes peuvent être tentés de rechercher «autre chose» dans la drogue en ayant de plus l'impression de s'opposer «au système» puisqu'elle est interdite. Mais la drogue c'est en fait toujours le système.

Si le trafic existe c'est bien parce qu'il rapporte des sommes fabuleuses à un certain nombre de «gros bonnets». Ceux-ci ont partie liée avec le système capitaliste que la jeunesse refuse.

La drogue finance les caisses des partis politiques bourgeois et les flics sont intimement liés à ce trafic. En fin de compte, c'est la bourgeoisie qui tire les ficelles.

Certains pensent que la drogue procure une liberté, celle de s'«évader». Pour nombre de drogués, c'est plutôt un véritable enfer quotidien, un esclavage qui aboutit parfois à la mort. Au mieux, elle peut faire oublier un temps l'exploitation... justement ce que recherche la bourgeoisie. Et ceux qui ne font que fumer de la drogue de façon épisodique, s'exposent quand même à de lourdes peines de prison.

La drogue est un piège que la bourgeoisie tend aux jeunes pour les détourner des vrais problèmes, de la lutte, et les faire «tomber» quand elle le désire, surtout s'ils se mettent vraiment à combattre l'ordre établi.

Le seul chemin qui puisse offrir des perspectives à la jeunesse et répondre à ces aspirations, c'est celui de la lutte de classe. C'est lui qu'il faut emprunter en luttant dans les entreprises, dans les comités de chômeurs et pour les plus conscients au sein de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse, la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France.

Jean Nestor





Des jeunes font part de leur expérience

Pour mieux comprendre les raisons qui peuvent pousser des jeunes à se droguer nous avons discuté avec plusieurs d'entre eux. Certains se droguent encore. D'autres ont compris que c'était une voie sans issue, un piège, et en sont sortis pour se battre de façon efficace contre la bourgeoisie. Nous rendons compte ici globalement des réponses qu'ils ont faites à nos questions.

— Qu'est-ce qui peut pousser des jeunes à utiliser de la drogue ?

R : Apres avoir entendu des tas de salades à l'école ils se retrouvent brutalement désœuvrés, sans boulot, ou se heurtent à la dure exploitation du boulot-métro-dodo. Dans les quartiers c'est l'étouffement des cités-dortoirs, le macadam pour unique verdure, et sans cesse la répression des flics.

De plus en plus tôt également, les jeunes se rebellent contre l'autorité familiale surtout quand elle paraît accepter ou refléter cette vie et cet ordre établi.

Ils peuvent en venir à rejeter en bloc la société et ses préjugés, le fric, la famille. Tout ce qui semble aller contre l'ordre social peut alors les attirer. Or la drogue, il savent que ça n'est pas légal, c'est défendu. Ça leur paraît donc un moyen de marquer leur refus de la société et de s'y opposer. Il y a aussi l'attrait de l'exotisme, de l'appareillage (le «chilum», pipe pour fumer la drogue, etc.) et l'illusion de se regrouper en marge de la société autour de tout ça.

— Est-il vrai que la drogue pénètre chez les jeunes des milieux populaires?

R : C'est bien entendu dans les milieux de jeunes issus de la petite bourgeuisie qu'elle est la plus employée. Ce sont eux qui ont le plus les moyens et la possibilité de se procurer de la drogue et l'accompagnent, à la suite des hippies, de toute une idéologie faite de pacifisme, de défaitisme et de renonciation à la lutte.

Mais depuis quelques années, il est certain que la drogue atteint aussi un certain nombre de jeunes issus de familles d'ouvriers ou de petits employés. C'est favorisé par le déracinement et l'isolement des jeunes, le manque de débouchés professionnels et l'extension du chômage. Cependant, la drogue ne prend pas si facilement chez les jeunes des cités ouvrières, souvent plus intéressés par des distractions d'un type violent, films de karaté, de Kung Fu, etc. Spontanément, la plupart sont moins «accrochés» que les jeunes lycéens par exemple. Ceux qui utilisent de la drogue se bornent le plus souvent à fumer quelques «joints» de façon épisodique... d'autant que ça coûte cher.

— Quelles sont les opinions de ces jeunes sur la politique ?

R : Ces jeunes qui rejettent la société en bloc peuvent avoir tendance à se désintéresser de la politique, de l'organisation, à refuser de se plier à une discipline. Certains ont fait l'expérience que la discrimination à l'égard de la jeunesse n'existait pas seulement à droite, mais aussi à gauche, notamment dans les syndicats où , disent-ils, «tu payes ton timbre pour avoir le droit de te taire». Ils mettent alors toutes les politiques dans le même sac. D'autres ont une certaine conscience mais ne savent où donner de la tête devant le nombre de groupes qui se disent révolutionnaires. Il y a aussi des idées du genre «de toute façon, avec la pollution, la révolution à quoi ça sert ?» ou «avec la bombe atomique la révolution n'est plus possible».

Mais ces jeunes des quartiers peuvent se mobiliser rapidement dès qu'ils sont touchés directement et concrètement.

La gauche et la drogue

Marchais a déclaré à propos du procès de Lons-le-Saulnier que les drogués étaient des «victimes». On se souvient que, précisément, à la fête de l'Humanité en 1974, des jeunes avaient été victimes de tabassages par le service d'ordre du PCF sous prétexte qu'ils fumaient de la drogue.

Dans «Antirouille», des JC déclarent ne pas hésiter à se droguer à l'occasion... Inciter les jeunes à se droguer pour les réprimer ensuite, n'est-ce-pas déjà la politique de la bourgeoisie ? Et Ricard, un autre marchand de «drogue», n'est-il pas proche du PCF ?

Côté PS, le président de la faculté de Vincennes, Merlin, est un fervent utilisateur de drogue... il s'en est servi comme prétexte pour faire rentrer les vigiles à l'université.

Ecole

Elèves et enseignants refusent la réforme Haby

Haby a haussé le ton dans la préparation de sa réforme qu'il veut mettre en œuvre à la rentrée prochaine. Il s'est mis à attaquer et dénigrer systématiquement tous ceux qui s'y opposent. En même temps il se fait interviewer dans une série d'émissions à la télévision.

Haby a notamment pris pour cible les enseignants accusés de «politiser» leurs cours. Il a même parlé de supprimer les matières, histoire, philosophie et économie qui offraient le plus de possibilité pour critiquer la bourgeoisie. Il a également incité les parents à boycotter certains lycées. Après ces manœuvres d'intimidation, il a annoncé la couleur. A propos des disciplines «suspectes», il a déclaré : «elles peuvent parfaitement être enseignées dans l'objectivité et la sérinité». Et il a opposé «l'endoctrinement idéologique» à «l'esprit de neutralité» qui serait d'après lui celui de l'école capitaliste et bien entendu de sa réforme. Bien plus, il a proposé un règlement («code de déontologie») pour obliger les enseignants à se soumettre à cette «neutralité»... ce qui ne s'est pas vu même sous Vichy. Les enseignants ne pourraient alors pas expliquer que la «démocratie» de la Grèce ou de la Rome antiques ne concernaient en fait que des propriétaires d'esclaves, que la «civilisation industrielle» c'est en fait le «capitalisme» etc. Toute explication contraire aux thèses officielles serait sanctionnée.



La riposte ne s'est pas faite attendre

En voici des exemples : Haby avait prévu de faire mercredi 11 mai une visite à Maisons-Laffitte dans ... banlieue parisienne, il a préféré reculer devant la mobilisation de 500 personnes. Samedi 14, il s'est bien rendu au lycée international de Saint Germain-en-Laye mais sous la protection de dizaines de CRS. Des lycéens du cercle Guy Moquet de la JCMLF nous ont raconté comment ça s'est passé : «Bien que la mobilisation se soit faite en deux jours seulement nous avons été 300 lycéens, collégiens et professeurs du SGEN-CFDT à descendre dans la rue aux cris de «Abrogation de la réforme Haby», «Lycéens, travailleurs tous unis», «Cho-cho-cho- chômage ras le bol», «Sélection-répression c'est la loi des patrons», etc. Les nombreux contacts établis avec des délégués d'autres lycées et CET ont débouché sur une coordination régionale regroupant une vingtaine de lycées et CET de la région. C'est aux cris de : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat» que ce fit la dispersion».

Les obstacles à la lutte dénoncés

Nous avons reçu un certain nombre de nouvelles qui témoignent de la volonté de ne pas se laisser arrêter par les directions syndicales. Voici deux d'entres elles. Lors de la réunion d'une centaine d'enseignants et de parents d'élèves de Juvisy, Athis-Mons et Paray Vieille Poste, l'opposition à la réforme Haby était grande ; mais que faire ? A cette question posée par une ouvrière, il fut répondu par la proposition d'une grève de 24 h à la rentrée. Un enseigeant du CET d'Athis-Mons a alors rappelé l'inefficacité de ces procédés ainsi que des précédentes pétitions et a alors demandé une action résolue : il a été chaleureusement applaudi.

Début mai, au CES de Dol-de-Bretagne, 12 enseigants, 3 du SNES (sur 9 syndiqués) et 9 du SNI (sur 18 syndiqués) ont déchiré leur carte syndicale. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est le fait suivant : les directions de ces syndicats ont décidé, en guise d'action, de lancer une pétition nationale. Et de plus, pour la faire signer, ils l'ont confiée justement à un parent d'élève qui avait saboté la lutte contre la réforme Haby menée en janvier par 24 professeurs. Ces enseignants se disent bien décidés à continuer de mener la lutte syndicale.

Jean Nestor

En bref

• Buveurs de sang

Un médecin argentin expert de l'OMS dénonce l'exploitation du tiers monde par les «multinationales du sang». Grâce à diverses complicités, de gros laboratoires rachètent du sang à bas prix dans les pays pauvres et font ensuite des bénéfices fabuleux en le revendant au prix du marché mondial. Au besoin, ils installent sur place des filiales.

En 1972, ces firmes auraient ainsi réalisé un bénéfice net de 150 millions de dollars.



• Barre se serre la ceinture

Le «salaire» de Barre s'élève à 27 800 F par mois, soit près de 20 fois le SMIC. Il tient à souligner que, conformément aux mesures prises dans le cadre de son plan de redressement, ce salaire de misère... est bloqué pour 77. C'est pour ça que Barre a l'air si affecté par l'augmentation des prix.

• Qui est responsable du chômage ?

Selon les dernières statistiques gouvernementales elles-mêmes, le chômage s'est accru de 36 900 demandeurs d'emploi en avril. Un résultat à mettre à l'actif du plan Barre... c'est le chômage qu'il redresse !

48 % des «demandeurs d'emploi» inscrits à l'ANPE sont des jeunes de moins de 25 ans. Avant la fin de l'été, 600 000 jeunes de plus se retrouveront sur le «marché du chômage». On sait combien le pouvoir aime à discréditer la jeunesse. Osera-t-il aussi la rendre responsable du chômage accru ?

• Expulsés, êtes vous de bonne foi ?

3 054 expulsions ont eu lieu à Paris en 76. Seulement voilà ! les locataires mettent de plus en plus de mauvaise volonté à se laisser expulser. Le Conseil de Paris a donc décidé d'annoncer la construction de 10 000 logements sociaux : en promettant un relogement, on facilite l'expulsion... et ça ne coûte rien. Il a également créé une commission chargée d'examiner les cas des locataires menacés d'expulsion... mais seulement ceux de «bonne foi».

• Nucléaire : des arguments frappants

Depuis que le mouvement de lutte contre l'implantation de centrales nucléaires s'est développé, l'EDF et le CEA (centre de l'énergie atomique) ne peuvent plus ignorer les arguments des écologistes. Ils ont d'abord essayé de les réfuter «scientifiquement» à grands frais de publicité... peine perdue !

Le CEA vient donc de faire appel à des psychanalystes pour démontrer que le danger du nucléaire serait... tout simplement un mythe. Il fallait y penser !

Nous pouvons vous annoncer d'avance l'argument encore plus frappant qu'il va employer pour empêcher les grands rassemblements prévus cet été : la matraque !



BEAUBOURG
Derrière la vitrine...

Lors de l'inauguration du centre Beaubourg, de nombreux chiffres ont été cités, Giscard y est allé de son discours sur «l'Homme» avec un grand H. Pourtant, pas un mot n'a été dit sur les travailleurs de Beaubourg.

Dans la brochure de plus de cent pages sur le projet du centre, on trouve une seule ligne sur le personnel ; ceci explique peut-être que les architectes n'aient pas prévu de locaux pour ces travailleurs.

Des conditions de travail déplorables

Résultat : deux cent cinquante personnes sont entassées sur une surface de 80 m sur 25 au 1er étage du centre. Aucun mur de séparation : seulement des cloisonnettes de 1,40 m. Tout le monde profite ainsi du bruit du téléphone et des machines à écrire utilisées par les 250 travailleurs. Tout un dispositif de climatisation pour «les tableaux et...le personnel» a été prévu. Un dispositif tellement sophistiqué et tellement inédit qu'il n'est pas encore en état de marcher. Les travailleurs ont toujours l'impression d'être dans un sauna ou dans un bain turc. On ne compte plus les angines et les grippes. Cette chaleur permanente fait qu'ils sont fatigués dès la mi-journée comme après huit heures de travail. L'air ne se renouvelle pas et provoque des maladies de peau et de l'éczéma. A cela il faut ajouter que les travailleurs subissent en permanence un éclairage artificiel. Aux maladies de peau s'ajoutent donc les maladies des yeux.

Rares sont les travailleurs qui n'utilisent pas les calmants ou les tranquillisants pour tenir le coup et cela depuis qu'ils sont à Beaubourg. A ces huit jours de travail, il faut ajouter les heures de transport pour la majorité des travailleurs qui vivent en banlieue.

D'autres catégories du personnel ont des conditions de travail particulièrement difficiles : ce sont les travailleurs de l'audiovisuel qui travaillent au sous-sol en permanence dans l'obscurité. Ce sont les hôtesses qui sont en butte à l'administration et aux visiteurs qui ont des raisons de se plaindre de Beaubourg et qui s'en prennent, à tort, aux hôtesses. Elles doivent passer 7 heures par jour dans le hall à sourire aux visiteurs malgré le bruit des haut-parleurs debout toute la journée.

Non, Beaubourg n'est décidément pas fait pour les travailleurs. La bourgeoisie dans la façon dont elle traite les employés de Beaubourg, par la façon dont elle considère les visiteurs, par le contenu des œuvres exposées montre clairement que la culture pour elle, ça doit rapporter du fric et mettre au pas les artistes et les travailleurs.

Le Toboggan

Dans cette vitrine qu'est Beaubourg, même les visiteurs n'ont pas leur place. Un exemple : devant Beaubourg, se trouve un toboggan, placé là pour l'«harmonie de ses formes». C'est-à-dire que la pente y est plus raide que de coutume. Ainsi plusieurs enfants se sont fracturés le crâne en tombant sur le pavé. Il n'y a pas de sable.

C'est un toboggan moderne ! Autrement dit, dans ce toboggan les enfants sont des intrus. Même les enfants sont filtrés: avant tous les enfants pouvaient jouer librement, venir à la cité des enfants. Maintenant, c'est le centre lui-même qui choisit et les admet et par école et par quartier selon leur docilité. Avis aux graines d'enragés !

La culture bourgeoise

Par son contenu, Beaubourg est étranger aux travailleurs ! N'y trouvait-on pas récemment trois mannequins (très réalistes pour une fois) représentant des ouvriers en train de se décomposer.

Que dire de l'exposition «Archéologie de la ville» ? Elle est censée représenter Paris dans plusieurs siècle, exposition composée de tickets de métros et d'objets genre vieilles chaussures disséminées entre des cloisons.

Derrière la vitrine de Beaubourg, on retrouve le reflet du système, l'oppression des travailleurs, à côté d'une culture individualiste et méprisante pour les travailleurs.

Léon Cladel

LES ENFANTS SONT DES INTRUS !



Un toboggan construit pour «l'harmonie de ses formes». Quelle harmonie, vous ne trouvez pas ?



Mais les enfants ont le tort de penser que ça peut servir à s'amuser. Ils ont aussitôt un gardien à leurs trousses ; et de plus, ils se blessent en arrivant en bas du toboggan sur les barrières métalliques ! (Photos HR)

«Les ambassadeurs»

Un film de Naceur Ktari

«Car chacun de vous est un ambassadeur et nous sommes sûrs que chacun de vous sera le meilleur ambassadeur de notre pays», disent les autorités aux travailleurs maghrébins avant leur départ pour l'Europe.

L'Europe, c'est le quartier de la Goutte d'or, dans le 18e arrondissement (à Paris). Un des vieux quartiers de Paris où la bourgeoisie entasse les travailleurs, principalement immigrés. Dans ce quartier, les patriotes algériens étaient très actifs pendant la guerre d'Algérie, les flics y patrouillaient 24 heures sur 24.

La vie d'ambassadeur

L'«ambassadeur» Salah, se retrouve un marteau dans la main sur le chantier de la Défense.

«C'est ça la France», dit Salah quand il ne trouve pas de chambre en ville parce qu'il est Arabe. Il ne peut loger que dans sun hôtel arabe, de la Goutte d'Or, à quatre par chambre, tenu par un patron qui dit :«Ici, tu prends la chambre, tu prends le menu, c'est comme ça ici, on n'est pas au pays, on est en France, mon vieux.»

«C'est la France», se disent les travailleurs, et Salah avec eux, jusqu'au moment où Mehdi est assassiné. Mehdi pourtant ne voulait jamais se mêler de rien, il ne parlait jamais de politique, il faisait son boulot et le samedi soir essayait d'oublier en s'amusant. On a retrouvé son corps dans le canal St-Martin. Jusqu'au jour où le jeune Ali sera assassiné par un concierge raciste.

«Tu es sûr que c'est des racistes ? Ah, il était pas net ! Les gauchistes veulent grossir l'affaire. C'est un provocateur pour diviser la classe ouvrière. Et puis si chacun prenait sa carte ! Je te conseille de prendre ta carte.» Vous l'avez deviné, c'est le dirigeant CGT du chantier de Salah qui parle. Salah lui répond : «La classe ouvrière, elles est déjà divisée, c'est son unité qu'il faut faire».

La colère gronde. L'unité des travailleurs se prépare dans la lutte. Face au dirigeant CGT qui dit : «Tu devrais prendre ta carte», face au patron d'hôtel qui répète que son «cousin du consulat s'occupe de tout», Salah explique aux autres travailleurs qu'il faut compter sur ces propres forces. Petit à petit, les travailleurs osent se réunir, riposter aux attaques racistes. Dans le commissariat où ils ont été amenés, les travailleurs font collectivement face aux flics. La peur est désormais dans l'autre camp.

Ce film aborde toutes les conditions de vie et de surexploitation des travailleurs immigrés. Outre la surexploitation, outre l'exil, ces travailleurs immigrés doivent affronter quotidiennement le racisme. C'est un film vivant, coloré et communicatif qui montre que progressivement les travailleurs immigrés relèvent la tête. C'est une arme indispensable pour faire pièce à la campagne raciste de la bourgeoisie.

Léon Cladel

En 1971 à la Goutte d'Or

Il s'appelait Djellali Ben Ali, il avait quinze ans. Il descendait acheter une bouteille de lait quand il a été tué d'une balle dans la nuque par un concierge raciste. Son crime : il était arabe.

Or l'Algérie venait de nationaliser son pétrole. Le film part de cet assassinat et montre la campagne raciste qui l'entourait. Il associe clairement la lutte des travailleurs immigrés à celle des peuples du tiers monde pour la construction d'une économie indépendante et pour la récupération de leurs richesses.

Depuis cette époque l'unité des peuples du tiers monde a arraché de grandes victoires, de même que l'unité de la classe ouvrière en France.

L'«ambassadeur» Salah se retrouve un marteau dans la main sur le chantier de la Défense



Pour les week-ends ou les vacances

La randonnée à pieds

La randonnée, qu'elle soit d'une journée, du week-end ou, pendant les vacances, est une activité sportive intéressante à plus d'un titre et à la portée de tous.

D'abord, surtout pour des marches de un ou deux jours dans la région proche de celle où on habite, elle ne revient pas très cher, même si pour des randonnées plus longues ou en montagne il faille envisager un équipement plus complet. Ensuite que l'on soit jeune ou vieux, entraîné ou non, que l'on habite dans une grande ou une petite ville, il y a toujours à proximité des chemins de toutes difficultés où l'on peut aller marcher en toute sécurité, seul ou en groupe. Car, contrairement à ce qu'on peut croire, les habitants des grandes villes ont très souvent à leurs portes des régions qui se prêtent parfaitement à ce genre d'activité. Par exemple les Parisiens ont la forêt de Fontainebleau (avec 14 sentiers de promenades balisés) et les autres forêts de l'Ile de France, les Marseillais le Massif des calanques, celui de la Ste-Baume et celui de la Ste-Victoire eux aussi entièrement balisés. La marche à pied peut, bien entendu, se pratiquer en solitaire, mais nous pensons que c'est surtout un magnifique sport collectif qui permet, outre de se maintenir en bonne forme d'organiser des sorties collectives avec les enfants ou les jeunes du quartier, avec les camarades de travail.



En général, les plus intéressants des chemins de randonnée sont balisés et à moins de bien connaître une région, il vaut mieux les utiliser avec l'aide des cartes et guides édités par diverses associations d'excursionnistes ou par le «Comité national des sentiers de grande randonnée» (92, rue de Clignancourt, 75883 Paris Cedex 18). Ce comité a pris en charge le tracé de très nombreux chemins (les GR) sur tout le territoire français et édite des topos guides extrêmement documentés qui détaillent les itinéraires possibles et conseillés, les possibilités d'hébergement ou de camping, de ravitaillement, les difficultés, etc. Il a également édité un «Guide du randonneur» qui sera très utile aux débutants par ses conseils et renseignements divers.

Ces topos guides, comme leur nom l'indique, décrivent essentiellement des itinéraires qui nécessitent plusieurs jours de marche, mais outre que l'on peut en faire seulement un tronçon, il existe d'autres guides comme par exemple le «Guide des 14 sentiers de promenade en forêt de Fontainebleau», ainsi que dans chaque région des cartes ou d'autres guides édités par des associations d'excursionnistes ou diverses maisons d'édition ; citons par exemple les «Guides» édités par le «Parc naturel régional d'Auvergne», les guides Paschetta pour la région de Nice, celui des Calanques édité par la Section de Provence du Club alpin français ou les Guides Imoucha pour la Ste-Baume et la Ste-Victoire, etc.

Enfin on pourra également trouver des éléments intéressants dans une nouvelle collection des Editions Fayard sous le titre «Sentiers et randonnées» où sont déjà parus ou sur le point de l'être les ouvrages consacrés à l'Alsace, la Bretagne, la Côte d'Azur et l'arrière pays, le Nord-Pas-de-Calais-Somme, le Poitou-Charente, la Provence.

Il y a certainement parmi nos lecteurs des excursionnistes expérimentés capables de compléter ces quelques informations ou de nous faire part de leurs expériences sur un quartier, une ville, une entreprise. Nous attendons leurs contributions.

Un adepte de la randonnée

CHINE

La physique des hautes énergies

Récemment en Chine, l'académie des Sciences a convoqué une conférence sur la physique des hautes énergies. L'Agence Chine Nouvelle a souligné l'importance de cet évènement dans le cadre de la critique de la bande des Quatre. Elle a précisé que «les participants ont échangé leurs succès acquis ces dernières années dans la recherche des particules élémentaires et avancé plus de 70 thèses scientifiques». Cette nouvelle revêt une importance particulière quand on sait que ce secteur scientifique a longtemps été le monopole presque exclusif des pays capitalistes avancés.

La Chine montre ainsi que dans les secteurs «de pointe», un pays socialiste appartenant au tiers monde peut atteindre un niveau mondial et remporter d'importants succès.

La physique des hautes énergies étudie la structure microscopique de la matière. C'est un domaine récent puisque sa naissance remonte aux années 40. Dans l'antiquité, certains philosophes avaient émis l'idée que la matière était formée d'un grand nombre de «grains» microscopiques, les atomes, assemblés entre eux.

Des particules toujours plus petites

Mais il fallut attendre le 19e siècle pour que cette hypothèse soit confirmée par des expériences. Au début du 19e siècle, certains «savants» pensaient que les atomes étaient les constituants ultimes de la matière, c'est-à-dire qu'il était impossible des les diviser en particules plus petites.

Mais de nouvelles expériences prouvèrent qu'il n'en est rien : chaque atome est constitué d'un noyau entouré de particules d'électricité : les électrons. Le noyau de l'atome se révéla n'être pas plus «élémentaire» que l'atome lui-même : chaque noyau est, en effet, constitué de particules plus petites, protons et neutrons. L'électron, le proton, le neutron, etc. ont été appelés particules élémentaires parce que certains scientifiques pensaient qu'il est impossible de les diviser en d'autres particules.

Une conception antidialectique et réactionnaire

Derrière cela se cache la conception antidialectique, et en définitive réactionnaire, selon laquelle le monde, en particulier la connaissance de la nature, doit un jour cesser de progresser : lorsqu'on aurait découvert les constituants élémentaires de la matière, l'univers serait entièrement expliqué et lon n'aurait plus aucune connaissance à acquérir.

D'une manière générale, la bourgeoisie et les révisionnistes ont souvent tenté d'utiliser les découvertes scientifiques pour propager leurs idées réactionnaires. Nos camarades chinois précisent à ce sujet que la physique des hautes énergies «est une position importante pour propager et sauvegarder le matérialisme et la dialectique et combattre l'idéalisme et la métaphysique».

Les expériences en physique des hautes énergies se font surtout à l'aide d'accélérateurs qui donnent de très grandes vitesses aux particules pour les faire réagir entre elles. A l'heure actuelle, seuls les États-Unis, l'URSS et les pays d'Europe en possèdent. La Chine projette d'en construire un dans les années à venir.

Le socialisme, c'est l'avenir du monde

Sa réalisation prouvera une fois de plus que seule la révolution peut transformer un pays autrefois arriéré, écrasé par le féodalisme et l'impérialisme, où les masses devaient subir une misère et une oppression infinies, en un pays moderne où les travailleurs sont les maitres et où la science et la technique atteignent et même dépassent le niveau des pays capitalistes. Un tel développement des forces productives ne peut avoir lieu qu'en se basant sur l'enthousiasme, l'héroïsme, l'esprit créateur immenses des travailleurs ouvriers et paysans.

La «bande des quatre» et la recherche

Les «Quatre», et en particulier Yao Wen-yuan, avaient inventé une «théorie» de «substitution de la philosophie marxiste aux sciences de la nature».

Dans cette logique, avant l'apparition du marxisme, il n'y aurait eu aucune science de la nature. Or, celles-ci sont nées dans la lutte de l'humanité pour transformer la nature. Engels a montré que ce sont justement les théories scientifiques qui voient les choses ni figées, ni isolées les unes des autres, qui ont jeté les bases de la philosophie marxiste.

A propos de la physique nucléaire, en 1955, Mao Tsé-toung avança la théorie clairvoyante selon la quelle la matière est infiniment divisible et réfuta la théorie selon laquelle les particules ne peuvent être redivisées. La recherche doit se guider sur le marxisme, philosophie née dans la pratique de la lutte de classe, de la lutte pour la production et de l'expérimentation scientifique, mais la philosophie ne peut remplacer les sciences de la nature.

Selon les «Quatre», avec quelques rudiments de philosophie, on pourrait se passer de connaissances scientifiques et techniques. On voit les dégâts qu'une telle théorie peut faire dans la production.

En 1975, sous prétexte de «débusquer les adeptes de Confucius, les «Quatre» s'attaquèrent à un grand nombre de scientifiques et les persécutèrent de mille façons.

En 1975, sur une directive de Mao Tsé-toung, Hua Kouo-feng convoqua une réunion de scientifiques pour discuter de l'application du principe *«Que cent écoles rivalisent»*.

Les «Quatre» parlèrent alors de «capitulation de classe» et de «renonciation à s'appuyer sur la classe ouvrière». En qualifiant tous les intellectuels d'«intellectuels bourgeois», les «Quatre» s'opposaient ouvertement à la politique de Mao Tsé-toung qui vise à unir les intellectuels dans le camp du prolétariat, à les transformer en intellectuels révolutionnaires.

Il y a 25 ans...*
RIDGWAY-la-peste demain BREJNEV...



Belaïd Hocine, ouvrier algérien père de 6 enfants, fut tué par les flics dans la manifestation du 28 mai 1952.

Mercredi 28 mai 1952 à 18 h 30, des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses répondent à l'appel du conseil de la Paix et du Parti communiste français.

Ils sont là avec des pancartes bien solides sur lesquelles ont peut lire : «Ridgway, go home! Ridgway à la porte !», déterminés à montrer au représentant de l'impérialisme américain, le «général microbien» ce que les travailleurs français pensaient de la «sale guerre» de Corée.

Depuis quinze jours déjà, l'Huma titrait à la une :

«Le peuple de Paris ne tolérera pas Ridgway, général microbien, dans notre pays !» (lundi 19 mai)

«Contre le déchargement de matériel de guerre américain», «Plus d'un millier de toulousains manifestaient devant l'arsenal» (Mardi 20 mai) «Pas un tueur microbien à Paris !» (mercredi 21 mai)

Le parti mobilise ses forces pour manifeste avec force et détermination son refus de voir Ridgway débarquer à Paris. Des débrayages ont lieu dans de nombreuses entreprises. Ainsi, dans l'Huma du 21 mai, on peut lire : *«Hier à midi, devant l'usine Chausson à Asnières, 600 travailleurs répondant à l'appel de notre parti se sont élevés avec force contre la venue à Paris du général microbien Ridgway, criminel de guerre...»*

«La résolution votée à l'unanimité déclare :

«Nous, travailleurs de Chausson, nous lui disons : jamais nous ne servirons de chair à canon pour la bourgeoisie française et l'impérialisme américain. Nous voulons de meilleurs salaires, des logements et une politique de paix.»

Dans l'Huma du 23 mai : *«Aujourd'hui, à Paris et en banlieue, nombreux débrayages et manifestations contre Ridgway, le général microbien.»*

De petites manifestations dispersées ont lieu dans de nombreux quartiers de Paris. A 18 h 30, dans le haut de la rue du Faubourg du Temple...



Les policiers s'enfuient sous les coups des manifestants

Les manifestants parmi lesquels les jeunes sont les plus enthousiastes, ne ralentissent par leur allure. Les policiers de Pleven et de Ridgway foncent, matraque haute. Mais bientôt ils s'enfuient piteusement sous les coups des manifestants, laissant plusieurs casques, képis et matraques aux mains des jeunes, tandis que le faubourg applaudit à tout rompre».

Le 25 au matin, André Stil, directeur de l'Humanité est arrêté chez lui et incarcéré.

Le soir, un grand meeting rassemblant la plupart des membres du Comité central dont Marcel Cachin et André Marty et plusieurs milliers de travailleurs décrètent l'accentuation des luttes pour la libération de Stil, une puissante mobilisation du 28, et le renforcement des luttes pour le socialisme.

Enfin, la journée tant attendue du 28 arrive, et la puissante manifestation que l'on sait, a lieu à Paris. Elle avait été interdite par la préfecture de Paris, mais le Conseil de la paix et le Parti l'avaient maintenue.

Le lendemain, dans l'éditorial de l'Humanité, on pouvait lire : *«A ce moment, aux portes des usines, aux bouches des métros, aux accès d'autobus, des groupes commencent à se former, puis soudain, des pancartes qui disent les américains en Amérique, Ridgway assassin, nous voulons la paix...*

Des pancartes fichées sur des manches solides, de longs manches épais. Les policiers ne lisent pas les pancartes. Ils regardent les manches.

... Paris debout, fidèle à ses glorieuses traditions vient de prouver qu'il était digne de la confiance que, ce soir-là, des millions d'hommes dans le monde entier, lui avaient faite.»

Il y a 25 ans, le PCF, déjà en proie aux assauts du révisionnisme, de l'électoralisme avait néanmoins encore de nombreux dirigeants révolutionnaires.

Cette manifestation dont on peut penser aujourd'hui qu'André Marty fut un des principaux organisateurs, se place dans la glorieuse tradition d'internationalisme de la classe ouvrière française.

Nous nous en souviendrons dans quelques semaines lorsque les travailleurs révolutionnaires accueilleront comme il se doit le «Ridgway 1977», ce nouvel Hitler : Léonid Brejnev.

Michel Bataille

* Les Américains utilisaient les armes bactériologiques en Corée. Ridgway en avait été un des premiers propagateurs.